

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Dimanche 16 mars 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°593 ■

UNE LOI RÉGISSANT CE MODE DE PARTENARIAT
EN PRÉPARATION

Le PPP, un levier pour stimuler l'investissement

Lors d'une rencontre organisée vendredi soir à Alger par l'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep), les intervenants ont mis en évidence l'importance cruciale du PPP, dont un projet de loi est en cours de finalisation. En effet, ce mode de partenariat permettra de tirer parti des innovations, de l'efficacité et du savoir-faire des opérateurs. P 3



SELON UN RAPPORT
DE LA CEA

**La croissance du
PIB africain
devrait atteindre
3,8 % en 2025**

P 16

CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ
SPÉCIALISÉE DANS LE
TRANSPORT AÉRIEN
DOMESTIQUE

**Impératif d'accélérer
les procédures**

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a donné, jeudi, des orientations pour accélérer les procédures nécessaires à la création d'une société spécialisée dans le transport aérien domestique, indique un communiqué du ministère.

P 2

COMMERCE

**Saisie de 184,59
tonnes de
marchandises en une
semaine**

Le mois sacré de Ramadan, période de forte consommation, est aussi un moment où certains commerçants peu scrupuleux profitent de l'occasion pour multiplier les abus. Afin de faire face à cette situation et garantir la qualité des produits tout en protégeant les consommateurs, le ministère du Commerce a renforcé ses dispositifs de contrôle. Lors de la première semaine de Ramadan, 184,59 tonnes de marchandises non conformes ont ainsi été saisies, a fait savoir Noureddine Haridi, sous-directeur du ministère du Commerce intérieur et du Contrôle du marché, chargé de la normalisation des produits alimentaires.

P 3

LA BDL FAIT
SON ENTRÉE EN BOURSE
**Un nouvel élan pour
le marché financier
algérien**



La Bourse d'Alger a franchi une étape décisive avec l'introduction officielle de la Banque de Développement Local (BDL), ce jeudi. Cet événement marque un tournant historique pour le marché financier algérien, la BDL devenant ainsi le deuxième établissement bancaire public à être coté, après le Crédit Populaire d'Algérie (CPA).

P 5

SONELGAZ

**Les travailleurs
à besoins spécifiques
honorés** P 2

INDUSTRIE AUTOMOBILE

**Le ministre reçoit
une délégation de la
marque Chery** P 5

TRITURATION DE GRAINES
OLÉAGINEUSES

**Le complexe "Kotama
Agrifood" prêt avant mai
prochain** P 4

AGRICULTURE
Réunion de la
Commission
intersectorielle
de lutte contre le
criquet

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, a présidé, jeudi, la première réunion de la Commission intersectorielle de lutte contre le criquet, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion a été consacrée à "l'examen de la situation actuelle concernant les essaims de criquets récemment apparus dans certaines zones frontalières du sud du pays", précise le communiqué. Lors de cette rencontre, un exposé a été présenté sur "l'évolution de la situation acridienne, ainsi que sur le dispositif opérationnel, les moyens mobilisés sur le terrain pour lutter contre ce fléau, et les mesures préventives à adopter de manière anticipée, en temps et lieu opportuns", selon la même source.

HADJ 2025
Le choix du vol
est définitif et
aucune
modification
n'est possible
une fois la
réservation
confirmée

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a invité, samedi dans un communiqué, les citoyens concernés par l'accomplissement des rites du hadj à choisir attentivement le vol qui leur convient, leur rappelant que le choix du vol est "définitif" et qu'aucune modification n'est possible une fois la réservation confirmée. "Le choix d'un vol pour le hadj est obligatoire et définitif et aucune modification n'est possible une fois la réservation confirmée, d'où la nécessité pour les citoyens concernés de choisir attentivement le vol qui leur convient", précise le communiqué. Le non-respect de cette obligation "entraînera la perte de la carte Nusuk et empêchera le pèlerin de voyager et d'accomplir ses rites", prévient l'ONPO, précisant que "les frais engagés ne sont pas remboursés après émission du billet".

SONELGAZ

Les travailleurs à besoins
spécifiques honorés

Le groupe Sonelgaz a organisé une cérémonie en l'honneur de ses travailleurs à besoins spécifiques, à l'occasion de la célébration de leur journée nationale qui coïncide avec le 14 mars de chaque année, indique un communiqué du Groupe.

Par R E.

La cérémonie s'est déroulée, vendredi, au centre de formation du groupe à Alger, en présence du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, du Secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, représentant la ministre, Soraya Mouloudji, du PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, et du Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG), Mohamed Abdelfattah Ouled Naoui. Cette cérémonie se veut une «tradition an-

nuelle qui témoigne de la reconnaissance de Sonelgaz envers les efforts de travailleurs à besoins spécifiques et de son engagement à les accompagner et à leur fournir toutes les conditions nécessaires à leur insertion dans l'environnement du travail», ajoute la même source. Dans son allocution à cette occasion, M. Arkab a salué cette «initiative humaine noble», soulignant que la célébration de cet événement «est l'occasion de renouveler l'engagement à soutenir et à renforcer les droits des personnes à besoins spécifiques et à leur permettre de contribuer activement dans divers domaines». Le ministre d'Etat a également salué les efforts des travailleurs honorés, qui «ont démontré leur forte volonté de surmonter les défis, et contribué avec mérite au développement du secteur», relevant «l'engagement des hautes autorités, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Teb-

boune, à renforcer les mécanismes de solidarité nationale et à prendre en charge cette catégorie, à travers des politiques garantissant leur droit à l'éducation, à la formation, à l'emploi et aux œuvres sociales». M. Arkab a, en outre, insisté sur l'importance de continuer à travailler pour promouvoir les principes d'inclusion et d'égalité des chances, afin de construire une société plus solidaire et plus équitable. De son côté, M. Adjal a exprimé sa considération pour cette catégorie «qui a fait preuve de détermination pour atteindre ses objectifs, en dépit des obstacles qui se dressent sur son chemin», réitérant l'engagement de Sonelgaz à soutenir ses travailleurs à besoins spécifiques «afin de permettre leur insertion totale dans l'environnement du travail, étant considérés comme partie intégrante du tissu de notre cher pays».

CERTIFICATION ET CONFORMITÉ DES PIÈCES DE RECHANGE

L'opération entamée la semaine prochaine

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a affirmé, mercredi après-midi à Jijel, que l'opération de certification et de conformité des pièces de rechange sera lancée cette semaine, en tant que premier pas vers la fabrication industrielle en Algérie. Lors de l'inspection des ateliers de l'Entreprise de mécanique de précision (SOMEMI), dans la zone industrielle Ouled-Salah de Taher, le ministre, qui a entamé une visite de deux jours dans la wilaya de Jijel, a ajouté que la mise

en place du réseau national de certification de diverses activités industrielles est la «pierre angulaire d'une base industrielle intégrée». M. Sifi Ghrieb a également souligné que son département accompagnera tous les acteurs et les opérateurs s'employant à développer leurs projets afin de parvenir à une industrie nationale «véritablement algérienne». La SOMEMI, créée en 1990, est l'une des plus grandes entreprises privées ayant investi dans la mécanique de précision

en Afrique du Nord, selon son directeur général, Adel Bensaci, qui a souligné que parmi les plus grandes opérations réalisées par l'entreprise figure l'exportation de certaines pièces de rechange pour la compagnie aérienne Airbus en 2009. Fabriquant également des pièces de rechange pour satellites, la SOMEMI passera, début 2026, selon son responsable, à l'exportation effective, sur une large échelle, vers un certain nombre de pays étrangers. Il est à noter que le ministre de l'Indus-

trie, qui a également visité une entreprise de transformation de liège, à Bourmel, devait inspecter, dans la soirée, le projet Kotama Agrifood de trituration des graines oléagineuses et d'extraction d'huile. Jeudi, le ministre inspectera l'entreprise "Chemiserie Djen Djen", la tannerie de Jijel et le projet d'aménagement de la zone industrielle de Bellara, dans la commune d'El Milia.

CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LE TRANSPORT AÉRIEN DOMESTIQUE

Impératif d'accélérer les procédures

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a donné, jeudi, des orientations pour accélérer les procédures nécessaires à la création d'une société spécialisée dans le transport aérien domestique, indique un communiqué du ministère. Ces orientations ont été données lors d'une réunion technique présidée, jeudi au siège du ministère, par M. Sayoud, en présence des cadres centraux, du directeur général (DG) de l'Agence nationale de l'avia-

tion civile (ANAC), du président directeur général (PDG) d'Air Algérie, du PDG de la Société de gestion des services aéroportuaires d'Alger (SGSIA), et du DG de l'Etablissement de gestion de services aéroportuaires d'Alger (EGSA-Alger). Lors de cette réunion, «le ministre a donné une série d'orientations pour accélérer les procédures nécessaires à la création de cette société spécialisée dans le transport aérien domestique», précise la même source. Il a

également été question, lors de cette réunion, de développer et de moderniser l'aéroport international d'Alger, en le dotant des dernières technologies, ajoute la même source. Cette réunion intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion de travail tenue, mercredi, portant création d'une société, filiale d'Air Algérie, spécialisée dans le transport aérien domestique.

ALNAFT

La ZPEC obtient la pré-qualification d'opérateur investisseur

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Al-naft) a attribué une attestation de pré-qualification à la compagnie chinoise Zhongman Petroleum and Natural Gas Group Corp Ltd. "ZPEC", en qualité d'opérateur-investisseur onshore, a-t-elle annoncé jeudi dans un communiqué. La remise de cette attestation de pré-qualification s'est déroulée, jeudi, lors d'une cérémonie présidée par Mourad Beldjehem, prési-

dent du Comité de direction d'Alnaft, a précisé la même source. L'attestation a été remise par le directeur de la division Promotion et valorisation du domaine minier hydrocarbures au sein d'Al-naft, Lounes Adour, au manager général assistant de la compagnie ZPEC, M. Sun Qi, a ajouté le communiqué. La compagnie chinoise "accorde, actuellement, un intérêt avéré à l'investissement en Algérie par la participation au déroulement

des DATA ROOM, organisé par Alnaft dans le cadre de l'appel à la concurrence international Algeria Bid Round 2024", a fait savoir l'agence. Fondée en 2003 et entrée en bourse de Shanghai en 2017, ZPEC est une compagnie privée qui active dans l'exploration et la production des hydrocarbures, notamment en Chine et à l'international, à savoir à Kazakhstan et en Irak, a-t-on souligné de même source.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmioub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE LOI RÉGISSANT CE MODE DE PARTENARIAT EN PRÉPARATION

Le PPP, un levier pour stimuler l’investissement

Lors d’une rencontre organisée vendredi soir à Alger par l’Union nationale des entrepreneurs publics (Unep), les intervenants ont mis en évidence l’importance cruciale du PPP, dont un projet de loi est en cours de finalisation. En effet, ce mode de partenariat permettra de tirer parti des innovations, de l’efficacité et du savoir-faire des opérateurs. La personne publique bénéficiera également d’une plus grande souplesse de gestion et pourra se concentrer sur le contrôle de la qualité, ainsi que sur le respect des coûts et des délais. C’est du moins l’avis unanime de tous les participants.

Par Réda Hadi

Le partenariat public-privé (PPP), mode de financement et de gestion des grands projets socio-économiques, doit non seulement alléger le budget de l’Etat, mais aussi favoriser l’émergence de sociétés championnes dans ce secteur, ont souligné des responsables et des experts présents. Ce projet loi, disent les participants, devrait stimuler l’investissement, particulièrement dans les infrastructures de base telles que les routes, les ports, le rail, les hôpitaux, et les services publics. Dans le cadre du PPP, une entreprise privée est chargée de financer, concevoir, construire, exploiter et entretenir une infrastructure en échange d’une rémunération, généralement sur une longue période, à la demande de l’Etat. Au sujet de cette rencontre, celle-ci s’inscrit dans le cadre de l’axe global de réflexion de l’organisation et sera l’occasion de traiter du partenariat public privé. Le président de la République avait ordonné, en début de l’an-

née en cours, l’approfondissement de l’examen du projet de loi portant partenariat Public/Privé. Ce projet de texte, constitue une nouvelle forme de relation contractuelle liant le secteur public au secteur privé et une alternative prometteuse dans le financement des projets d’infrastructures économiques et sociales en mesure de générer des ressources financières à travers leur exploitation. Elaboré par le ministère des Finances, l’actuel projet de loi veut encadrer le nouveau mode de gestion du service public, tout en préservant les intérêts de l’Etat et des citoyens. L’orientation de l’Algérie vers ce nouveau type de mode de financement et de gestion s’inscrit dans la nouvelle stratégie visant la maîtrise de la gestion des finances publiques. Selon des participants, le texte de loi devrait présenter plusieurs avantages dont celui de permettre de bénéficier des capacités financières, managériales et du savoir-faire du secteur privé, garantir contractuellement l’effectivité des services ainsi que leurs fournitures dans les délais et la qualité requise, tout en maintenant le caractère public des infra-

structures réalisées dans ce cadre. Il convient de savoir que les partenariats public-privé (PPP) permettent aux autorités publiques de lancer de grands projets d’intérêt général en échelonnant les coûts sur une longue durée. D’ailleurs lors de débats Le directeur général de la Caisse nationale d’équipement pour le développement (Cned), Salim Telidji, a rappelé que l’Algérie a déjà adopté ce modèle pour certaines infrastructures socio-économiques dans les années 2000, mais dans le cadre de lois sectorielles. De nombreux pays dans le monde utilisent ce modèle pour faire émerger des champions nationaux a-t-il insisté, ajoutant que l’Algérie dispose d’un grand nombre de sociétés dans divers secteurs susceptibles de tirer parti du PPP une fois qu’un cadre juridique sera mis en place. Le président de l’Unep, Charaf Ed-dine Amara, a affirmé que 2025 représente une année décisive pour l’Algérie, marquée par une accélération économique visant à atteindre un PIB de 400 milliards de dollars d’ici 2027.

COMMERCE

Saisie de 184,59 tonnes de marchandises en une semaine

Par Mourad A.

Le mois sacré de Ramadan, période de forte consommation, est aussi un moment où certains commerçants peu scrupuleux profitent de l’occasion pour multiplier les abus. Afin de faire face à cette situation et garantir la qualité des produits tout en protégeant les consommateurs, le ministère du Commerce a renforcé ses dispositifs de contrôle. Lors de la première semaine de Ramadan, 184,59 tonnes de marchandises non conformes ont ainsi été saisies, a fait savoir Noured-dine Haridi, sous-directeur du ministère du Commerce intérieur et du Contrôle du marché, chargé de la normalisation des produits alimentaires. Dans son intervention sur les ondes de la « Chaîne I » de la Radio nationale, Noured-dine Haridia présenté un bilan des actions menées dans le cadre de la lutte contre les pratiques commerciales illégales, la fraude et la qualité des produits. « Ces résultats étaient le fruit de 59 884 interventions sur le terrain, réparties sur plusieurs niveaux de contrôle », a-il-précisé. Ainsi, 51 600 interventions ont été réalisées au niveau de la distribution de détail, 3 964 au niveau de la distribution en gros, 3 792 au niveau de la production et 528 au niveau de l’importation. Ces efforts ont permis de relever 8 057 infractions, donnant lieu à 7 815 procès-verbaux de poursuite judiciaire. Les infractions les plus courantes concernaient le

non-respect des conditions d’hygiène, la mise en vente de produits impropres à la consommation, le défaut de facturation et l’absence d’affichage des prix. Pour M. Haridi, ces contrôles sont essentiels, non seulement pour préserver la santé des consommateurs, mais aussi pour dissuader les pratiques frauduleuses. « La mission des agents de contrôle ne se limite pas à la sanction, mais inclut également une composante de sensibilisation, afin d’encourager les commerçants à adopter de bonnes pratiques », a-t-il souligné. Parallèlement à cette lutte contre la fraude, le ministère veille également à garantir un approvisionnement continu des marchés en produits de première nécessité. Depuis le 20 janvier dernier, un dispositif quotidien de ravitaillement a été mis en place, assurant la disponibilité de 3 600 tonnes d’huile, 4 500 tonnes de sucre, 10 000 tonnes de semoule, ainsi que des viandes rouges importées. En outre, 622 marchés de proximité, impliquant 9 011 opérateurs économiques, ont été activés pour soutenir cette initiative. Grâce à ces mesures, les prix des produits sur le marché demeurent globalement stables, sous la surveillance constante des équipes de contrôle et de lutte contre la fraude. Dans le but de renforcer l’efficacité de ces actions, une carte numérique de distribution des denrées alimentaires a été mise en place pour suivre les flux d’approvisionnement en temps réel. Par exemple, la répartition quotidienne du lait en poudre est

désormais optimisée grâce à la collaboration entre les directions locales du commerce, les cellules de veille des wilayas et le ministère de l’Agriculture. Conscient que le mois de Ramadan est également marqué par un gaspillage alimentaire excessif, le ministère a lancé une campagne de sensibilisation nationale, en partenariat avec la société civile et d’autres ministères. Cette initiative vise à réduire le gaspillage de 30 % d’ici 2030, notamment par le biais de portes ouvertes et d’activités éducatives pour les élèves, afin de promouvoir une consommation raisonnée et responsable. Sur le plan législatif, M. Haridi a annoncé que le ministère travaille actuellement à la révision de la loi sur la protection du consommateur (09-03) et à la mise à jour du décret exécutif 13-373 relatif à l’information du consommateur. « L’objectif est de garantir un étiquetage clair, lisible et durable des produits alimentaires, afin de mieux informer le consommateur et renforcer la transparence sur le marché », a-t-il précisé. Les citoyens rencontrés lors des sorties de contrôle ont salué les efforts déployés par le ministère pour garantir la qualité des produits durant ce mois sacré. « C’est rassurant de savoir que les autorités veillent sur notre sécurité alimentaire », a déclaré un consommateur. De son côté, un commerçant de produits alimentaires a souligné l’importance de ces contrôles pour maintenir la confiance des clients et lutter contre la concurrence déloyale.

ENERGIES RENEUVELABLES L’importance du partenariat entre l’Algérie et l’Allemagne soulignée

Par R E.

Le secrétaire d’Etat auprès du ministre de l’Energie, chargé des Energies renouvelables, Noured-dine Yassaâ a reçu, jeudi, l’ambassadeur de la République fédérale d’Allemagne auprès de l’Algérie, les deux parties s’étant félicitées du progrès réalisé en matière de coopération bilatérale et de projets conjoints, notamment dans les domaines des énergies renouvelables, du développement de l’hydrogène et de l’efficacité énergétique, selon un communiqué du ministère de l’Energie, des Mines et des Energies renouvelables. Lors de la rencontre qui s’est déroulée en présence de cadres du ministère, "les deux parties se sont félicités du progrès réalisé en matière des projets communs à leur tête le projet "TaqaatHy" qui vise à renforcer les compétences techniques via la chaîne de la valeur complète des énergies renouvelables et de l’hydrogène et le projet "South 2 Corridor" qui représente un pas important vers la consécration de l’Algérie en tant que principal fournisseur de l’hydrogène propre vers l’Europe", ajoute le communiqué. La rencontre a également été une occasion pour "évaluer les relations de coopération entre l’Algérie et l’Allemagne dans le domaine de l’énergie renouvelable, le développement de l’hydrogène et l’efficacité énergétique mais aussi pour explorer les perspectives d’investissement entre les sociétés des deux pays et renforcer l’échange d’expériences et d’expertises outre le transfert de technologie, la formation et les efforts communs à même de réduire l’empreinte carbone conformément aux orientations mondiales de la transition énergétique". M. Yassaâ a affirmé l’importance du partenariat entre l’Algérie et l’Allemagne dans le secteur des énergies renouvelables, soulignant l’engagement de l’Algérie à développer des projets durables de nature à renforcer sa place en tant que plaque tournante stratégique en matière des énergies propres, grâce à ses larges ressources naturelles et humaines. De son côté, l’ambassadeur allemand a exprimé "la volonté de son pays de renforcer la coopération avec l’Algérie", mettant en avant "les grandes potentialités du secteur énergétique algérien, notamment en matière d’énergies renouvelables et d’hydrogène vert". Il a également affirmé "la disponibilité de l’Allemagne à soutenir les projets algériens dans ce domaine, à travers des investissements directs et des partenariats stratégiques à long terme", conclut le communiqué.

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE

La croissance devrait «accélérer» en 2025, selon l’AIE

La croissance de la demande mondiale de pétrole "devrait s'accélérer" en 2025, tirée notamment par la Chine, a indiqué jeudi l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans son rapport mensuel. La demande de pétrole devrait augmenter d'un peu plus de 1 million de barils par jour (mb/j) en 2025, contre une croissance de 830.000 barils en 2024, pour atteindre quasiment 104 mb/j cette année, une perspective inchangée par rapport à celle de février, selon l'AIE, qui révisé chaque mois ses prévisions en fonction de la conjoncture. Cette croissance de la demande d'or noir sera "stimulée en partie par les prix du pétrole" et tirée par les pays asiatiques qui représenteront près de 60% des gains, en particulier en Chine, où les matières premières pétrochimiques fourniront la totalité de la demande mondiale. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dans son dernier rapport mensuel publié, mercredi, avait, également, maintenu, sa prévision de croissance de la demande de pétrole en 2025 et en 2026. Le monde devrait consommer 105,2 millions de barils par jour (mb/j) en 2025, après 103,75 mb/j en 2024, a indiqué l'organisation dans ce rapport, une estimation inchangée par rapport au mois de février. Ainsi, l'Opep anticipe une hausse de 1,4 million de barils par jour, portée "par une forte demande de transport aérien" et la "bonne santé" de la mobilité routière et des secteurs de l'industrie, de la construction et de l'agriculture. L'essentiel de la progression- 1,3 million de barils par jour - est "tirée par la Chine, les autres pays d'Asie et l'Inde, et soutenue par le Moyen-Orient et l'Amérique latine", a indiqué l'Opep, qui révisé chaque mois ses prévisions en fonction de la conjoncture. Pour l'année 2026, l'Opep table sur une croissance de la demande d'or noir d'un niveau identique de 1,4 million de baril par jour, quasi-exclusivement portée par les pays non-membres de l'OCDE.

PLOMBÉ PAR LES INCERTITUDES ÉCONOMIQUES AUX ETATS-UNIS

Le dollar recule

Le dollar recule vendredi, toujours plombé par les incertitudes économiques aux Etats-Unis et la bonne santé d'autres grandes monnaies, tandis que l'or a dépassé pour la première fois la barre des 3.000 dollars. Vers 18H40 GMT, le billet vert refluaît de 0,25% face à l'euro, à 1,0904 dollar et de 0,16% face à la livre britannique, à 1,2931 dollar. "Les récentes surprises négatives dans les données économiques ont renforcé les paris de réduction des taux de la Réserve fédérale (Fed), ce qui, d'une manière générale, peut exercer une certaine pression à la baisse sur le dollar", s'ajoutant à "des inquiétudes sur la croissance aux Etats-Unis", a souligné Kristian Kerr, de LPL Financial. Par ailleurs, "la vigueur relative des autres grandes monnaies mondiales a

fortement pesé sur le dollar au cours des dernières semaines", a-t-il ajouté. La devise américaine souffre en particulier face à l'euro, qui est porté par la perspective d'investissements massifs en Allemagne. "De l'autre côté du globe, le yen japonais a gagné du terrain face au dollar" grâce "aux espoirs de hausse des taux" de la Banque du Japon (BoJ), a écrit Kristian Kerr. Avec son récent recul, le dollar est revenu aux niveaux où il évoluait ces dernières années "ce qui suggère que les mouvements récents ne sont pas le signe d'un tournant définitif pour le dollar", a estimé M. Kerr. En parallèle, l'or a grimpé vendredi jusqu'à un record de 3.004,94 dollars, avant de retomber à 2.984,86 vers 18H50 GMT, profitant de son statut de valeur refuge.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,40	-1,06	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	3507	4 909 800,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	3,20	8,14	7,53	7,17	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	2200,00	0,00	-1,96	-3,35	11,57	5,68	3197	7 033 400,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,35	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,12	-8,52	2,03	-	0	0,00

CNUCED

Le commerce mondial atteint un record de 33.000 milliards de dollars en 2024

Le commerce mondial a atteint un niveau record de 33.000 milliards de dollars en 2024, enregistrant une croissance de 3,7% par rapport à 2023, selon la dernière Mise à jour du commerce mondial de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les services ont été le principal moteur de cette croissance, avec une hausse de 9% sur l'année, représentant près de 60% de la croissance totale, note le rapport, ajou-

tant que le commerce des biens a progressé de 2%. En 2024, les économies en développement ont surpassé les pays développés, avec une hausse des importations et des exportations de 4% sur l'année et de 2% au quatrième trimestre. A l'inverse, le commerce des économies développées a stagné, leurs importations et exportations étant restées inchangées sur l'année et en recul de 2% au dernier trimestre, ajoute le rapport. Celui-ci souligne par ailleurs la montée des ten-

sions géoéconomiques, des politiques protectionnistes et des différends commerciaux qui laisse présager des perturbations à venir, malgré les signes de stabilité commerciale au début de 2025. Le rapport, qui a été publié vendredi, appelle à des efforts pour prévenir la formation de blocs commerciaux isolés tout en gérant les changements de politique sans compromettre la croissance à long terme.

TRITURATION DE GRAINES OLÉAGINEUSES

Le complexe «Kotama Agrifood» prêt avant mai prochain

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a affirmé mercredi soir à Jijel que le complexe de trituration de graines oléagineuses et d'extraction d'huiles végétales "Kotama Agrifood", situé à Bazoul (commune de Taher), sera prêt avant mai prochain. "Les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, quant à la réception de ce complexe avant le mois de mai prochain seront exécutées", a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse en marge de l'inspection des travaux en cours dans la zone n 16 du complexe "Kotama Agrifood". Il a ajouté que les ingénieurs algériens et les responsables du complexe ont "relevé le défi et achevé

le projet" qui se trouvait dans une situation "relativement compliquée", avec "seulement 30 pour cent des travaux réalisés à l'époque", avant de souligner que le projet est aujourd'hui "en phase d'achèvement ce qui permettra d'entamer, bientôt, les essais préliminaires". Le complexe spécialisé dans l'extraction d'huiles végétales brutes à partir du soja, se compose d'une unité de trituration des graines oléagineuses et d'extraction des huiles

végétales brutes, d'une unité de stockage de la matière première (soja) et d'une unité de stockage du produit final et de commercialisation des huiles. Relevant du groupe Madar, le complexe permettra de couvrir 40 % des besoins nationaux en huiles végétales brutes et 60 % des besoins en tourteau (sous-produit solide obtenus après extraction de l'huile des graines des oléagineux, utilisé pour l'alimentation animale, ndlr).

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 مارس 2025 الموافق لـ 13 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Mars 2025 (13 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹		المنتجات
		DA / Kg		دج / كغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	92	106	78	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	95	108	81	الطماطم	
	Oignon sec	51	57	45	البصل الجاف	
	Ail sec	693	770	616	الثوم الجاف	
	Carotte	71	80	61	الجزر	
	Navet	81	90	72	لفت	
	Choux fleur	75	84	67	قرنبيط	
	Choux	87	97	77	الكرنب	
	Courgette	111	123	98	الكوسة	
	Haricot vert	477	515	440	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	100	115	84	الخس		
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	471	589	352	التفاح المحلي	
	Datte	526	660	392	التمر	
	Banane	632	654	611	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1755	1893	1616	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	371	385	358	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

LA BDL FAIT SON ENTRÉE EN BOURSE

Un nouvel élan pour le marché financier algérien

La Bourse d'Alger a franchi une étape décisive avec l'introduction officielle de la Banque de Développement Local (BDL), ce jeudi. Cet événement marque un tournant historique pour le marché financier algérien, la BDL devenant ainsi le deuxième établissement bancaire public à être coté, après le Crédit Populaire d'Algérie (CPA).

Par Mourad A.

La cérémonie de lancement de la cotation des actions de la BDL s'est tenue au siège de la Bourse d'Alger, en présence de nombreuses personnalités influentes du secteur financier. Hadj Mohamed Sebaa, directeur général du Trésor public et représentant du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a ouvert la séance en soulignant l'importance de cet événement pour l'économie nationale. « L'introduction de la BDL à la Bourse d'Alger va bien au-delà d'un simple acte financier ; elle représente un jalon dans la modernisation du secteur bancaire algérien. Cela témoigne de l'engagement des pouvoirs publics à dynamiser le marché financier et à diversifier les sources de financement pour soutenir l'économie nationale », a-t-il déclaré. Il a également rappelé que cette initiative s'inscrit dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant une économie plus ouverte et transparente. De son côté, Youcef Bouzenada, président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), a salué cette introduction comme un signe fort de la vitalité du marché boursier algérien. « En 2024, la Bourse d'Alger a enregistré une croissance historique de 1000 %, ce qui montre l'attractivité croissante de notre place financière.

L'entrée en bourse de la BDL viendra renforcer cette dynamique et encourager d'autres entreprises à faire de même », a-t-il souligné.

Yazid Benmouhoub, directeur général de la Société de Gestion de la Bourse des Valeurs (SGBV), a exprimé son optimisme quant aux perspectives du marché financier algérien. « L'introduction de la BDL confirme la capacité de notre marché boursier à offrir un financement durable aux entreprises. Ce n'est pas seulement un exploit financier, mais un levier pour l'excellence et l'expansion des entreprises algériennes », a-t-il indiqué. Il a également annoncé que d'autres sociétés publiques et privées devraient prochainement rejoindre la Bourse d'Alger, ce qui pourrait considérablement augmenter la capitalisation boursière et renforcer la confiance des investisseurs. « L'objectif est de faire de la Bourse d'Alger un acteur central dans la mobilisation de l'épargne nationale pour financer les projets structurants », a-t-il ajouté.

L'opération de souscription des actions de la BDL, qui s'est déroulée du 20 janvier au 20 février 2025, a rencontré un succès retentissant, avec une demande excédant de 22 % l'offre initiale. Sur les 44,2 millions d'actions proposées, 27 418 souscripteurs se sont manifestés, dont une majorité de particuliers. Cette mobilisation a permis d'augmenter le capital de la BDL de 103,2

milliards de DA à 147,4 milliards de DA, faisant ainsi grimper sa capitalisation boursière à 733 milliards de DA. Mohamed Mebarek, directeur général par intérim de la BDL, a exprimé sa satisfaction face à cet engouement. « Cette introduction en Bourse est une étape majeure dans l'histoire de la banque.

Elle témoigne de la confiance des investisseurs et nous pousse à renforcer la transparence et moderniser notre gestion », a-t-il déclaré. Il a également précisé que la banque mettrait en place de nouvelles stratégies pour répondre aux attentes des actionnaires, notamment en diversifiant ses produits financiers et en optimisant la gestion des ressources.

Rachid Belaid, délégué général de l'Association Professionnelle des Banques et des Établissements Financiers (ABEF), a estimé que cette introduction marque une nouvelle dynamique pour l'ensemble du secteur bancaire. « La BDL donne l'exemple d'une gestion moderne et proactive, en phase avec les exigences du marché financier international. D'autres banques publiques et privées devraient suivre ce modèle afin de renforcer la solidité de notre système financier », a-t-il souligné. Selon les observateurs, l'introduction de la BDL à la Bourse d'Alger devrait renforcer l'inclusion financière et encourager une gestion plus rigoureuse et transparente des ressources.

POUR SON SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ

Algérie Télécom obtient la certification ISO 9001 :2015

Algérie Télécom a annoncé, hier dans un communiqué, l'obtention de la certification de son système de management de la qualité conformément à la norme internationale ISO 9001 version 2015. Cette reconnaissance prestigieuse témoigne de son engagement envers l'excellence, la qualité et l'amélioration continue de ses ser-

vices. Ce projet d'implémentation et de certification s'inscrit dans notre plan stratégique, vise à renforcer notre positionnement en tant que leader des télécommunications en Algérie, précise la même source. « L'audit de certification, réalisé au mois de février 2025 par l'organisme de certification Vera Conformité, a validé la

conformité du système de management de la qualité d'Algérie Télécom aux exigences de la norme ISO 9001 :2015 », précise Algérie Télécom. À travers cette certification, Algérie Télécom réaffirme, ajoute-t-il, son engagement à fournir des services de haute qualité, répondant aux attentes de ses clients. Elle place ainsi la satisfaction client et l'excel-

lence opérationnelle au cœur de ses priorités, tout en renforçant sa démarche d'amélioration continue. « Cette étape marque une nouvelle avancée dans la quête d'excellence d'Algérie Télécom, et confirme son rôle de pionnier dans le secteur des télécommunications en Algérie », conclut le communiqué.

ALGER

Découverte d'un atelier clandestin de contrefaçon de marques de produits cosmétiques

Le service de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale (GN) de Bir Mourad Raïs, a découvert un atelier clandestin de fabrication de produits cosmétiques ainsi que des matières premières, des petites et grandes boîtes et des emballages contrefaits, indique samedi un communiqué de ce corps constitué. "Dans le cadre de la lutte contre toutes formes de criminalité et de la protec-

tion de la santé publique, et sur la base d'informations avérées, le service de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Bir Mourad Raïs a découvert un atelier clandestin de fabrication de produits cosmétiques ainsi que des matières premières, des petites et grandes boîtes et des emballages contrefaits", précise le communiqué, ajoutant que "la propriétaire ne possédait aucun document ou autori-

sation pour exercer cette activité". "A l'issue de la perquisition de cet atelier situé à Semmar, en coordination avec les services du commerce, des quantités de matières premières de source inconnue ont été découvertes, ainsi que les moyens utilisés dans l'activité de cet atelier", ajoute la même source. "L'opération a permis l'arrestation de la propriétaire de cet atelier et le gel de son activité, ainsi que la saisie d'une

quantité de produits et de solutions de source inconnue", selon le communiqué qui a souligné que la valeur des objets saisis est estimée à "plus de 700 millions de centimes". Après achèvement des procédures légales, la mise en cause sera déférée devant les juridictions compétentes, conclut le communiqué.

INDUSTRIE
AUTOMOBILE
Le ministre reçoit une délégation de la marque Chery

Par S. R.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à renforcer l'industrie automobile en Algérie et à répondre aux besoins du marché national dans un premier temps, le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrib, a reçu hier samedi, au siège du ministère, des représentants de la société mère de la marque chinoise Chery. Lors de cette rencontre, les discussions ont porté sur les moyens d'établir une véritable industrie de fabrication des véhicules de la marque Chery en Algérie, avec un accent particulier sur le soutien et le développement d'un tissu industriel national caractérisé par son efficacité technique et économique, notamment dans le domaine de la fabrication des pièces de rechange. De leur côté, les représentants de la marque ont exprimé leur entière disposition à s'engager dans la stratégie ambitieuse de l'État algérien dans ce secteur. Il est à rappeler que la marque chinoise avait obtenu l'agrément pour le lancement de son usine dédiée à la marque Chery en Algérie qui sera implantée à Bordj Bou Arreridj, en octobre 2024. Chery avait expliqué que son usine algérienne représente une « étape majeure dans la réalisation de la vision ambitieuse des autorités publiques, visant à instaurer une véritable industrie automobile en Algérie ». En effet, le constructeur chinois promet de « répondre aux besoins du marché national », avec des véhicules de « haute qualité, adaptés aux attentes des consommateurs algériens ».

MILA Vers la création de nouveaux périmètres d'irrigation sur 3.000 hectares

Le secteur de l'hydraulique dans la wilaya de Mila a bénéficié de l'inscription d'une étude pour la création de nouveaux périmètres d'irrigation sur une superficie totale de 3.000 hectares, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local de l'hydraulique, Messaoud Lecheheb. Le même responsable a précisé que le travail est en cours pour parachever les procédures de sélection d'un bureau d'étude qualifié pour élaborer cette étude inscrite fin 2024 pour une enveloppe financière de 50 millions DA.

L'objectif est d'élargir la surface irriguée dans la wilaya depuis le barrage de Béni Haroun et des stations d'épuration des eaux usées en leur ajoutant 3.000 hectares de terres agricoles non-irriguées. La wilaya compte un seul périmètre d'irrigation d'une superficie de 4.447 hectares chevauchant les quatre communes d'Oued Athmania, d'Oued Seggan, de Teleghema et de Mechira, a précisé la même source.

Cette étude permettra d'identifier des terres agricoles dans le Nord de la wilaya pour les intégrer aux périmètres d'irrigation arrosés depuis le barrage de Béni Haroun et les stations d'épuration des eaux usées, a souligné le même responsable.

La wilaya de Mila dispose de cinq stations d'épuration des eaux usées dont quatre dans les communes du Nord de la wilaya d'Oued Endja, de Sidi Merouane, d'Amira Arrès et de Ferdjioia et se renforcera prochainement par une nouvelle station dans la commune de Rouached dans la même région Nord.

RELANCE DE L'ÉCONOMIE À ANNABA

Des projets lancés et des milliers d'emplois à la clé

Dans le cadre du programme d'accompagnement des entreprises locales, le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, a effectué plusieurs visites d'inspection aux zones industrielles de la wilaya.

À Sidi Amar, il a donné le coup d'envoi du projet de construction d'une unité de confection de chaussures.

D'une durée de réalisation de cinq mois, ce projet permettra de créer 350 postes de travail, auxquels s'ajouteront environ soixante postes supplémentaires. Au secteur de Koudiet Merah, dans la commune d'Aïn El Berda, Djellaoui a remis sur les rails le projet « Mouad Plastoforme » pour la production de Polymères d'éthylène Haute Densité (PEHD).

En arrêt depuis 2018, cette unité qui emploie 140 personnes produit trente tonnes de plastique par jour. À la zone industrielle de Berrahal, Djellaoui a inspecté le projet d'expansion de la Société À Responsabilité Limitée (SARL) « MM Box », spécialisée

dans la fabrication de boîtes de conserve. Avec une capacité de production de plus de vingt millions de boîtes de conserves par mois, l'expansion de cette unité de production donnera lieu à la création de plus de 500 nouveaux postes d'emplois. Elle permettra également la réorientation de la SARL vers la confection de boîtes de conserve de moyennes et grandes tailles. Toujours à Berrahal, le wali a visité l'unité de production de sucrerie de la SARL « Acila Gepaco ».

Cette unité, qui emploie 100 personnes, produit pas moins de 50 % des besoins du marché national en confiserie et sucreries. Notons que le programme susmentionné fait suite à la visite de la commission temporaire des affaires économiques et finan-

cières du Conseil de la Nation en février. Lors de cette visite, la commission avait approché plusieurs entreprises locales et zones industrielles, rencontrant les responsables et investisseurs pour identifier les problématiques administratives ou autres qui entravent leur expansion. Prenant notes et explorant les options disponibles et envisageables, la commission n'a omis aucun détail afin de construire une vision d'ensemble de l'état du foncier de la wilaya d'Annaba.

À la suite de quoi, le wali d'Annaba a organisé plusieurs rencontres avec les investisseurs d'Annaba et les entreprises locales, dans la perspective de lever les obstacles et d'accompagner les entreprises dans leur développement.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Nouveaux projets lancés à Tindouf

Plusieurs projets de développement ont été lancés dans la wilaya de Tindouf, visant l'amélioration du cadre de vie, et à répondre aux préoccupations de la population de cette région frontalière, ont rapporté jeudi les services de la wilaya. Il s'agit notamment du lancement des travaux de raccordement de 3.400 foyers aux réseaux d'électricité et de gaz naturel à travers les lotissements sociaux, après l'achèvement des travaux de raccordement aux réseaux

d'eau potable et d'assainissement, a indiqué le wali de Tindouf, Mustapha Dahou, dans une déclaration à la presse. Des opérations de réalisation des réseaux d'électricité et de gaz naturel ont été également lancées au niveau de la mini zone d'activités à la cité El-Hikma, dans la commune du chef lieu de wilaya, qui accueillera des projets de jeunes entrepreneurs, les start-up et micro-entreprises, a-t-il ajouté. Une commission a été mise

en place chargée du suivi et la concrétisation de ces projets sur le terrain, a fait savoir le même responsable. Il s'agit aussi de la mise en service d'une station de service à la cité El-Wiam, dans la même collectivité, tant attendue par la population de Tindouf, appelée à faire face à la demande croissante en carburant, et aux besoins du parc automobile qui a enregistré un accroissement, notamment après le lancement des méga-

projets dans la région, dont notamment l'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet, la ligne ferroviaire minière, ainsi que la création de la zone de libre échange, selon la même source. Les autorités locales ont procédé aussi à la pose de la première pierre du projet de réalisation d'un marché couvert moderne au niveau de la cité Kassabi à Tindouf, qui comprendra 36 locaux à usage commercial équipés de chambres froides.

TIZI OUZOU

Lancement de la première session de formation de dégustateurs d'huile d'olive

L'Institut technologique spécialisé de formation en Agriculture de montagne (ITSFAM) de Tizi-Ouzou a lancé la première session de formation de dégustateurs d'huile d'olive, a-t-on appris auprès de la direction de cet établissement. La formation a regroupé, la semaine dernière, une vingtaine de participants, notamment des cadres du secteur de l'agriculture et des oléifac-

teurs afin de leur permettre de reconnaître, en la dégustant, l'huile d'olive de qualité (vierge et vierge-extra), a indiqué à l'APS, le directeur de l'ITSFAM, M. Hocine Meziani. La formation, s'inscrivant dans le cadre d'une démarche d'amélioration de la qualité de l'huile d'olive, est assurée par une formatrice spécialisée en dégustation de l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne (ITAFV) et

une autre formée par l'institut et qui a suivi des stages en Algérie et à l'étranger, notamment en Tunisie, a-t-il souligné. Ces formations sont destinées aux professionnels et cadres de la filière oléicole et autres intervenants du domaine des quatre wilayas couvertes par l'ITSFAM, à savoir Tizi-Ouzou, Boumerdes, Bejaia et Bouira. L'ITSFAM projette de former un panel de dégustateurs au niveau de la wilaya. » Ce panel

assurera par la suite des formations au profit de tous ceux qui activent dans le domaine de l'oléiculture et de l'oléifaction intéressés de devenir dégustateurs d'huile d'olive », a-t-il annoncé. M. Meziani, qui a rappelé que l'oléiculture représente 80% de l'arboriculture fruitière de la wilaya, a noté que l'institut qu'il dirige assure beaucoup de formations en relation avec la filière oléicole allant de la plan-

tation jusqu'à la dégustation de l'huile. »

La filière oléicole commence à émerger dans les investissements et l'huile d'olive est très demandée aussi bien sur le marché national qu'étranger, nous ambitionnant de contribuer à booster cette activité économique à promouvoir ce patrimoine ancestral à travers les formations assurées par l'ITSFAM, a-t-il dit.

DÉVELOPPEMENT LOCAL À AIN M'LILA

La zone industrielle d'Ouled Gacem prend forme

Une importante réunion de travail s'est tenue avant-hier, mardi 11 mars, au siège de la wilaya d'Oum El Bouaghi, consacrée au suivi des instructions émises lors de la visite de terrain effectuée le 4 décembre 2024 dans la commune d'Aïn M'lila. Présidée par le wali, Benabdellah Chaibdor, cette réunion visait à évaluer l'état d'avancement des projets inspectés précédemment et à examiner les procédures entreprises pour répondre aux préoccupations des citoyens. Une attention particulière a été accordée au projet

de la zone industrielle d'Ouled Gacem. Le wali a instruit le Directeur des Travaux Publics (DTP) de préparer une situation détaillée et actualisée du dossier « étude, suivi et réalisation » de cette zone. Il lui a également ordonné d'entamer les procédures nécessaires en coordination avec le chef de daïra d'Aïn M'lila et le président de l'Assemblée Populaire Communale (APC) d'Ouled Gacem. S'étendant sur une superficie de 400 hectares, cette zone industrielle est appelée à désengorger celle d'Aïn M'lila tout en

constituant un second pôle industriel capable d'abriter de nouveaux projets d'investissement. L'impact attendu est considérable, tant sur le plan de la dynamique économique et industrielle que sur la création de nouveaux emplois, renforçant ainsi le marché du travail dans la région, connue pour son comp-

toir de pièces détachées. Chaibdor a émis plusieurs instructions concernant les infrastructures. Les directeurs de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), de la Réglementation et des Affaires Générales

(DRAG) et de l'Industrie, ainsi que le chef de daïra et le président de l'APC d'Aïn M'lila ont été chargés de programmer une visite la semaine prochaine dans ladite zone industrielle afin de lever toutes les réserves concernant le site de départ de l'énergie électrique. Le Directeur de la Poste et des Technologies de l'Information (PTIC) devra remettre dimanche 15 mars à la DTP les devis quantitatifs et estimatifs relatifs à la réalisation du réseau de fibre optique et des chambres téléphoniques pour les différents lots de la zone.

ESCROQUERIE À LA CRYPTO-MONNAIE

Le président argentin Javier Milei noyé sous les accusations

Le président argentin Javier Milei est confronté à la plus grave crise qu'il ait jamais connue pour avoir encouragé une escroquerie à la crypto-monnaie. Alors que les dirigeants de la droite latino-américaine ont pris leurs distances avec l'anarcho-capitaliste, Elon Musk a profité de l'occasion pour réaffirmer leur lien.

Par Cruz Bonlarron Martínez (*)

Vendredi dernier, Javier Milei, président libertarien de l'Argentine, a publié sur X/Twitter un lien pour promouvoir \$Libra, une nouvelle crypto-monnaie qui, selon lui, « favoriserait la croissance économique en Argentine et financerait les petites entreprises et l'esprit d'entreprise en Argentine. » La valeur de la monnaie a rapidement augmenté, bénéficiant du soutien de la cryptosphère internationale et de sa base de partisans inconditionnels en Argentine. Cependant, quelques heures seulement après le tweet de Milei, la monnaie a pratiquement perdu toute valeur. Ses créateurs ont retiré leurs investissements – environ 100 millions de dollars ont été retirés au total – ce qui a entraîné des profits de plusieurs millions de dollars pour les initiés et provoqué la soudaine évaporation des économies de certains des plus fervents partisans de Milei.

Le sort des investisseurs de \$Libra reflète celui de ceux qui, quelques semaines plus tôt, ont investi dans \$Hawk, la crypto-monnaie lancée par la « Hawk Tuah girl. » Mais la grande différence est que \$Libra n'est pas le résultat de la créativité d'une personnalité de l'internet, mais de celle du président du pays dont le PIB est le vingt-quatrième plus élevé au monde.

Le prestige de Milei au sein de la communauté de droite en ligne a fait de cette monnaie une valeur sûre pour ceux qui s'identifiaient idéologiquement à son projet politique. Certains de ses plus fidèles partisans auraient perdu leurs économies après avoir investi dans cette monnaie. Même si toutes les conséquences de ce qui semble être une escroquerie ne seront connues que bien plus tard, il est clair que Milei a vu son nombre de soutiens chuter de manière significative depuis le scandale, et des poursuites judiciaires sont actuellement en cours en Argentine et aux États-Unis.

Des personnalités politiques de l'ensemble du spectre idéologique argentin se sont exprimées sur X pour condamner les actions de Milei. L'ancien président de droite Mauricio Macri a publiquement pris ses distances avec Milei. L'opposition trotskiste et péroniste a appelé à un procès en destitution, tandis que les députés du centre ont appelé à une enquête parlementaire concernant cette affaire, qui pourrait bien constituer la première menace réelle pesant sur la présidence de Milei depuis qu'il a été investi avec le soutien populaire en décembre 2023.

Milei, un adepte compulsif de tweeter, est resté quasiment silencieux sur X



pendant plusieurs jours. Finalement, lundi soir, il a eu l'occasion de plaider sa cause devant la nation lors d'une interview enregistrée avec Todo Noticias, une chaîne qui lui est favorable. Mais au lieu de présenter des excuses, il a renchéri en disant qu'il n'avait pas à s'excuser dans la mesure où il n'avait pas fait la promotion de \$Libra. Il en avait simplement partagé le lien, ce qui revient à comparer sa démarche à celle d'un président qui se rendrait dans une entreprise. Il a ensuite ajouté qu'il l'avait partagé à partir de son compte personnel. Et que donc, il n'avait rien fait de mal. Il n'y avait eu aucune implication de l'État. Il s'agissait simplement d'un problème entre des entités privées. Il a ajouté que ceux qui avaient subi des pertes auraient dû être plus avisés, déclarant : « Si vous allez au casino, et que vous perdez de l'argent, ne venez pas vous plaindre ensuite. »

Peu après l'entretien, un clip est apparu montrant l'un des conseillers de Milei interrompant les échanges lorsque l'intervieweur, Jonatan Viale, a interrogé Milei avec insistance sur la différence existant entre son compte personnel et son compte présidentiel. Faisant preuve d'un réel manque de déontologie, le journaliste s'est excusé, soulignant que la question pourrait entraîner des ennuis judiciaires pour Milei. Un autre scandale a rapidement suivi lorsque Hayden Davis, l'un des développeurs de la crypto-monnaie, s'est vanté d'avoir versé des pots-de-vin à Karina Milei, sœur et cheffe de cabinet du président, pour que Milei apporte son soutien à l'entreprise. Dans des textes truffés d'insultes racistes, Hayden Davis a déclaré que Milei était sous son contrôle et que par l'intermédiaire de la sœur de Milei il pouvait lui faire signer et lui faire faire

tout ce qu'il voulait.

Il reste à voir si l'opposition peut se servir utilement de ce scandale pour nuire à Milei sur le plan politique. Ce dernier fuit actuellement les projecteurs des médias aux États-Unis, tandis que son parti a réussi à obtenir du Sénat qu'il annule une première enquête sur le scandale.

Pendant ce temps, en dehors de l'Argentine, le scandale semble avoir poussé la droite latino-américaine à se poser des questions. Le flot ininterrompu de messages sur les médias sociaux et d'articles d'opinion depuis décembre 2023, affirmant que Milei est un modèle pour la droite, s'est soudainement tari. Au Chili, la droite a fort opportunément décidé de rester silencieuse, tandis qu'au Brésil, elle semble trop préoccupée par les accusations de coup d'État portées contre l'ancien président Jair Bolsonaro (sans parler de son propre scandale de crypto-monnaies) pour s'inquiéter du raffut qui se passe chez sa voisine. Pendant ce temps, en Colombie, la candidate de la droite à l'élection présidentielle de 2026, Vicky Dávila, a d'abord essayé de prendre ses distances avec Milei, déclarant qu'elle avait toujours été critique à l'égard du monde des crypto, mais depuis que le scandale a éclaté, elle a multiplié les éloges pour le modèle de Milei. Il est important de noter que Dávila a également engagé des conseillers de campagne qui sont liés à Milei par l'intermédiaire d'un réseau de groupes de réflexion de droite et libertarien de la région. Ce scandale fait craindre que le modèle de Milei ne soit un handicap pour la droite latino-américaine lors des différentes élections qui auront lieu cette année et l'année prochaine.

La droite américaine n'a pas montré les mêmes réserves à l'égard de Milei. Jeudi,

Elon Musk est apparu à ses côtés à la Conservative Political Action Conference (CPAC), brandissant une tronçonneuse, cadeau du président argentin symbolisant ses coupes sombres dans les programmes de l'État, comme les pensions pour les personnes âgées et l'enseignement public. Cette proximité entre les deux frères en crypto n'est pas surprenante. Musk fait l'éloge de Milei depuis 2023 et l'a aidé à devenir une star dans le paysage médiatique américain. En outre, il affirme que le programme d'austérité de Milei est la source d'inspiration directe du ministère de l'Efficacité gouvernementale (DOGE). Le fait que Musk ne prenne pas ses distances avec Milei alors que ce dernier est sous le feu des critiques pour avoir accepté des pots-de-vin et escroqué sa base montre que la droite américaine ne se soucie guère de lutter contre la corruption ou de réduire le gaspillage gouvernemental. Au contraire, cela révèle un indéfectible souci d'austérité par-dessus tout. Dans le cas de Donald Trump et de Musk, il s'agit de dépouiller les gens ordinaires sous l'étrange prétexte de lutter contre le « wokeness » et la DEI [Diversité, équité, inclusion, NdT]. Le projet politique de l'extrême droite commence à ressembler à une escroquerie aux crypto-monnaies. Alors que la crédibilité de Milei décline tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Argentine, la politique d'austérité du président anarcho-capitaliste et de ses imitateurs se révèle être la plus grande escroquerie qui soit.

(*) Ecrivain indépendant et a bénéficié d'une bourse Fulbright en Colombie en 2021-2022.

Source : Jacobin

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

AVANT UNE VISITE DE
HAUT NIVEAU

**Le Liban finalise 22
accords avec
l'Arabie saoudite**

Le Liban a finalisé 22 accords de coopération avec l'Arabie saoudite, préparant ainsi le terrain pour une visite de haut niveau le mois prochain afin de renforcer les liens économiques. La délégation pourrait être conduite par le président Joseph Aoun, le Premier ministre Nawaf Salam, ou les deux, selon le vice-Premier ministre libanais Tarek Mitri dans un entretien accordé à Asharq. Cela intervient alors que le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a accueilli le président Aoun à la cour royale du palais d'Al-Yamamah le 3 mars. Il s'agit de la première visite à l'étranger de M. Aoun depuis son entrée en fonction, au cours de laquelle les deux dirigeants ont discuté de la crise actuelle du Liban et des développements régionaux. Les accords, qui couvrent des secteurs allant de l'agriculture à la propriété intellectuelle, sont considérés comme essentiels pour obtenir une aide internationale plus importante pour l'économie libanaise en difficulté. «Il s'agit d'une approche légitime, et nous devons gagner la confiance des nations arabes et de la communauté internationale», a déclaré M. Mitri, soulignant que le soutien de l'Arabie saoudite est essentiel pour débloquer une aide internationale plus importante. Il a confirmé que les 22 accords étaient entièrement rédigés et prêts à être signés.

ÉGYPTE

Le Caire veut louer des installations de liquéfaction de gaz naturel en Allemagne

L'Égypte, autrefois autosuffisante en gaz naturel, fait face à une chute significative de sa production nationale, la contraignant à explorer des solutions d'urgence pour sécuriser son approvisionnement énergétique.

Le Caire envisage de louer une unité allemande de liquéfaction de gaz naturel, pour augmenter sa production domestique du combustible. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère égyptien du Pétrole publié mardi 11 mars. Cette décision s'inscrit dans un contexte où l'Égypte tente de pallier la baisse de production de son plus grand gisement gazier offshore, Zohr. Opéré par l'italien Eni, ce champ qui fournissait environ 2,7 milliards de pieds cubes par jour en 2022 a vu sa production chuter à environ 1,9 milliard de pieds cubes par jour début 2024. Lors de la conférence CERAWEEK sur l'énergie à Houston, le ministre égyptien du Pétrole, Karim Badawi, a évoqué avec Philipp Steinberg, directeur général allemand de la stabilisation économique et de la sécurité énergétique, le projet de location d'une unité flottante actuellement stationnée dans le terminal allemand de Mukran, en

mer Baltique. Les deux responsables ont également discuté de la possibilité pour l'Allemagne d'acheter du gaz chypriote via les infrastructures égyptiennes de liquéfaction, dans une logique de coopération énergétique renforcée. Une délégation égyptienne se rendra en Allemagne au cours du mois, pour finaliser les termes du contrat entre les deux parties. La location d'une unité flottante de liquéfaction illustre les ajustements forcés auxquels le pays est contraint pour maintenir sa sécurité énergétique face à l'incertitude croissante de sa production domestique. L'évolution actuelle du marché énergétique égyptien marque une rupture brutale avec la dynamique observée depuis 2018, année où l'exploitation de Zohr avait permis au pays d'atteindre l'autosuffisance gazière et même d'exporter une partie de sa production. Désormais, face à la baisse de ses ressources, l'Égypte a dû relancer l'importation de gaz naturel liquéfié

(GNL) pour répondre à ses besoins domestiques. En septembre dernier, la société publique du pétrole (EGPC) a ainsi lancé un appel d'offres pour l'achat de 20 cargaisons de GNL entre octobre et décembre 2024, un premier retour à l'importation depuis six ans. Si les importations apparaissent comme une solution immédiate, Le Caire cherche également à revitaliser sa production nationale. Un plan d'exploration ambitieux, doté de 1,8 milliard de dollars et couvrant 35 blocs gaziers, a été lancé en 2023. Cette initiative commence à porter ses fruits avec la découverte du gisement Nefer-tari-1 par ExxonMobil en janvier dernier. Toutefois, la transition de l'Égypte d'un statut d'exportateur net à celui d'importateur met en évidence la vulnérabilité de son modèle énergétique, largement basé sur le gaz (52 % de la production énergétique selon l'Agence internationale de l'énergie).

TUNISIE

Hausse de 10,8% du chiffre d'affaires du secteur des assurances en 2024

Malgré une croissance économique atone, sous les 2% en 2024 après une stagnation en 2023, et une inflation persistante autour de 7%, le marché des assurances tunisien continue de progresser, soutenu par une demande croissante en couverture vie et santé et une diversification des offres. C'est un signe de sa résilience dans un contexte marqué par des tensions budgétaires et un taux directeur maintenu à 8%.

En Tunisie, le marché des assurances poursuit son expansion. Selon les données publiées par le Comité général des assurances (CGA), les compagnies opérant dans le pays ont généré un chiffre d'affaires net de 3,8 milliards de dinars tunisiens (environ 1,2 milliard \$) en 2024, soit une hausse de 10,8% par rapport à l'année précédente. Cette progression s'explique notamment par la diversification des offres et une demande croissante

pour l'assurance vie et santé. L'assurance vie et capitalisation représente désormais 30% du chiffre d'affaires global du secteur, avec 1,1 milliard de dinars, en progression de 20% par rapport à 2023. Les assurances non-vie restent dominantes avec 2,6 milliards de dinars, soit 70% du marché. L'assurance automobile arrive en tête avec 1,5 milliard de dinars de recettes, représentant 39% du total. Suivent l'assurance groupe maladie qui atteint 586 millions de di-

nars (15%), et l'assurance incendie à 218 millions de dinars (5,7%). La croissance du secteur se traduit également par une hausse des indemnités versées par les assureurs. En 2024, celles-ci se sont établies à 2 milliards de dinars, en progression de 10,4% sur un an. Avec un taux de pénétration - c'est-à-dire le ratio des primes émises par rapport au produit intérieur brut (PIB) - de 2,4% en 2022, le marché de l'assurance en Tuni-

sie reste en deçà de la moyenne mondiale (7%), bien derrière l'Afrique du Sud (12 - 14%) et le Maroc (4,5%), mais légèrement supérieur au Nigeria (0,5 - 1%). Les tendances de ces dernières années semblent montrer une certaine résilience du marché et une montée en puissance progressive du secteur des assurances, malgré un contexte économique marqué par des tensions budgétaires et une inflation persistante.

AVEC LE CHAMP MABRUK

La Libye poursuit la relance de sa production pétrolière

La crise politique libyenne des années 2010 a entraîné la fermeture de plusieurs champs pétroliers dans le pays. C'est le cas du gisement Mabrak qui a été fermé en 2015, privant le pays d'une production alors estimée à 34 000 barils par jour. La Libye poursuit le plan de relance de sa production pétrolière avec la reprise des activités sur le champ Mabrak après une décennie d'arrêt. Ce développement rapporté par Reuters et la presse locale le mercredi 12 mars, représente le franchissement d'un nouveau palier pour le pays qui envisage de porter son plateau de production de brut à 2 millions de barils par

jour d'ici 2026. Le champ Mabrak assurait une production moyenne estimée à 34 000 b/j avant d'être fermé en 2015, en raison de l'intensification des conflits armés en Libye. Selon les informations recueillies, il est de nouveau opérationnel depuis le dimanche 9 mars, produisant à un rythme initial 5000 b/j. Une hausse de la production est attendue au cours des prochaines semaines, avec notamment 7000 b/j prévus d'ici fin mars, puis 25 000 b/j d'ici juillet. Ce nouveau pas s'inscrit dans la lignée des actions prises ces derniers mois par les autorités libyennes pour dyna-

miser le secteur pétrolier national. Un levier important a été notamment activé dans ce sens la semaine dernière, après que Tripoli a lancé un nouvel appel d'offres public pour l'exploration pétrolière et gazière, le premier depuis 17 ans. L'objectif étant d'accélérer la prospection des principales zones pétrolifères du pays, qui détiendrait, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), 41% des réserves prouvées d'Afrique (soit 48 milliards de barils). Une étape cruciale qui pourrait déboucher sur l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers. Notons cependant que malgré ces di-

verses avancées, la relance du secteur pétrolier libyen reste encore menacée par l'évolution de la situation politique du pays. Le retour d'une stabilité politique, conjuguée à l'organisation tant attendue des élections, pourrait accélérer les choses, incitant de nouvelles compagnies à investir dans cette industrie. Pour rappel, la production pétrolière libyenne, qui atteignait en moyenne 1,8 million b/j avant la crise de 2011, avoisinait 1,6 million b/j en février, selon la compagnie nationale libyenne NOC. Le pays veut porter ce plateau à 2 millions b/j d'ici 2026, comme sus-mentionné.

AFRIQUE DU SUD

Standard Bank obtient 250 millions \$ pour des logements durables

Ce prêt marque le deuxième financement accordé en deux ans à Standard Bank South Africa par la SFI, pour soutenir le développement du logement abordable.

Standard Bank South Africa, la plus grande filiale opérationnelle du groupe Standard Bank, a conclu le mercredi 12 mars 2025, un accord de prêt senior de 250 millions \$ avec la SFI. Ce financement vise à soutenir des promoteurs et acquéreurs de logements respectant les normes écologiques internationales. Sur ce montant, jusqu'à 75 millions de dollars seront consacrés aux prêts immobiliers individuels, dont 37,5 millions spécifiquement destinés aux femmes souhaitant accéder à la propriété. Par ailleurs, au moins 50% des fonds alloués aux nouveaux projets résidentiels seront consacrés au logement abordable, afin de répondre aux besoins des ménages à faible revenu.

Un marché immobilier en pleine mutation

A travers ce financement, Standard Bank ambitionne de favoriser une construction plus durable dans les secteurs rési-

dentiel, commercial, industriel et de la grande distribution en Afrique du Sud. Dans une note publiée en février 2025, la banque sud-africaine s'est présentée comme le leader du crédit immobilier dans le pays, détenant 34% des parts de marché. Elle se positionne également en tête du marché du logement abordable, avec 27% des parts. En 2023, la banque a investi 3,44 milliards de rands dans ce secteur, démontrant ainsi son engagement à répondre aux besoins croissants en logements accessibles. « Le secteur immobilier sud-africain présente un potentiel de croissance considérable et, avec l'urbanisation croissante, la demande de projets durables et économes en ressources n'a jamais été aussi forte », a déclaré Kenny Fihla, directeur général adjoint du groupe.

Un partenariat renforcé avec la SFI

Cette nouvelle facilité s'inscrit dans une

collaboration élargie entre Standard Bank et la SFI. En avril 2024, l'institution financière internationale avait déjà accordé un prêt de 300 millions \$ à Standard Bank South Africa pour financer des projets d'énergies renouvelables et accorder des prêts immobiliers aux ménages à faible revenu. La moitié de ce montant avait été réservée aux femmes.

Un besoin croissant en logements

Selon des données de décembre 2024 de la SFI, l'Afrique du Sud fait face à un déficit de logements estimé à 2,8 millions d'unités. La demande est principalement portée par les ménages à faible revenu. Environ 13% des Sud-Africains vivent encore dans des logements précaires. Chaque année, il faudrait construire au moins 138 000 logements pour combler cet écart et satisfaire à la forte demande en logements qui augmente avec la croissance démographique et l'urbanisation.

BURKINA FASO

Le FMI finance un programme de soutien de 302 millions de dollars sur la période 2023-2027

Le Burkina Faso bénéficie d'un programme de soutien du Fonds monétaire international (FMI) à hauteur de 302 millions de dollars, a annoncé jeudi à Ouagadougou le représentant résident de l'institution. Selon un communiqué de la primature burkinabè, le re-

présentant résident du FMI au Burkina Faso, William Gbohoui, a été reçu en audience jeudi par le Premier ministre burkinabè Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo et leurs discussions ont porté sur les objectifs stratégiques du gouvernement en matière de gouvernance et

de transparence. M. Gbohoui a annoncé que le Burkian Faso bénéficie d'un programme de soutien à travers une Facilité élargie de crédit (FEC) pour la période 2023-2027 et le Premier ministre a insisté sur l'amélioration de la gouvernance, de la transparence et de l'effica-

cité des différentes interventions, indique le communiqué. Le Burkina Faso, membre du FMI depuis 1963, a bénéficié de plusieurs programmes d'assistance financière et technique de cette institution.

POUR ACCÉLÉRER LA DISTRIBUTION D'ÉNERGIE RENOUELABLE AU NIGERIA

Un fonds de 500 millions \$

Face aux défis persistants de l'accès à l'électricité, le Nigeria, qui mise sur les énergies renouvelables décentralisées pour électrifier les zones rurales, peut compter sur l'engagement de plusieurs institutions financières et entreprises privées. Africa50, la Nigeria Sovereign Investment Authority (NSIA), l'Alliance Solaire Internationale (ISA) et Sustainable Energy for All (SEforALL) ont annoncé le mercredi 12 mars le lancement du Nigeria Distributed Renewable Energy (DRE) Fund doté de 500 millions USD. L'initiative vise à catalyser des financements locaux et internationaux pour développer les infrastructures d'énergies renouvelables distribuées à grande échelle dans le pays. Ce fonds, le plus important de son genre en Afrique selon les organisations susmentionnées, a pour objectif de faciliter le déploiement de mini-réseaux, de systèmes solaires domestiques, de solutions de stockage par batterie et d'autres technologies renouvelables. Il s'inscrit dans le cadre de Mission 300, l'initiative conjointe de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement qui vise à électrifier 300 millions de personnes en Afrique d'ici 2030. Le fonds propose plusieurs mécanismes pour stimuler les investissements privés, allant des instruments de financement adaptés pour attirer le capital du secteur privé à l'atténuation des risques liés aux taux de change et aux structures tarifaires. « Cette collaboration innovante vise à débloquent les instruments de financement adéquats pour financer des projets à grande échelle et contribuer à combler le déficit d'accès à l'énergie en Afrique, en fournissant de l'électricité à des millions d'Africains et en stimulant la croissance économique pour les entreprises et les communautés à travers le continent » a déclaré M. Alain Ebo-bissé, PDG d'Africa50. Cette annonce survient alors que le Nigeria accélère ses efforts pour améliorer l'accès à l'électricité et s'éloigner des solutions fossiles coûteuses et polluantes, en particulier dans les zones rurales. Cet effort est notamment mené par l'Agence d'électrification rurale. Malgré une capacité installée qui varie entre 12 et 16 GW selon les sources, seulement 5 GW sont réellement disponibles, laissant environ 80 millions de Nigériens sans électricité.

POUR MIEUX PROFITER DE LA HAUSSE DU COURS DE L'OR

Le Ghana envisage un ajustement fiscal

Le prix de l'or a augmenté d'environ 30% en 2024, poussé par les tensions géopolitiques et les incertitudes économiques dans le monde. Une tendance qui se prolonge au cours de l'exercice 2025, au grand intérêt des producteurs africains. Le gouvernement ghanéen envisage d'augmenter de 1% à 3% la taxe sur la croissance et la durabilité appliquée sur les bénéfices des sociétés minières afin de permettre au pays de profiter de la hausse actuelle du cours de l'or. Cette mesure a été proposée le mardi 11 mars par le ministre des Finances Cassiel Ato Forson (photo), lors de la présentation du budget 2025 au Parlement. Au Ghana, la « Growth and Sustainability Levy » (taxe sur la croissance et le développement durable) a été adoptée en 2023 et est appliquée aux compagnies minières afin de générer des recettes supplémen-

taires pour la croissance budgétaire. Elle est prélevée sur les bénéfices avant impôts ou sur la production des sociétés, à l'issue d'un exercice fiscal. Alors qu'elle était initialement prévue pour prendre fin en 2025, le membre du gouvernement aurait selon la presse locale, proposé de repousser la clause de caducité de la taxe à 2028, et d'en ajuster le taux de prélèvement à 3% comme susmentionné. Ceci dans un contexte où selon lui, le Ghana n'a pas suffisamment profité de la hausse du prix de l'or, métal dont il est pourtant le premier producteur africain. « Malgré la flambée mondiale des prix de l'or, le Ghana n'a pas été en mesure de tirer pleinement parti de cette évolution. Nous n'avons pas réussi à exploiter pleinement la rente économique de nos ressources naturelles », lit-on dans les rapports des médias locaux, citant le ministre.

Pour rappel, l'or a vu son cours grimper d'environ 30% en glissement annuel en 2024, profitant de sa position de valeur refuge en marge des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et des incertitudes économiques. Une trajectoire haussière qui se maintient encore en 2025, alors que le métal jaune a déjà gagné 10% depuis le début de l'exercice et vise la barre des 3 000 \$ l'once. Une tendance sur laquelle Accra veut ainsi surfer en procédant à l'augmentation de la présente taxe. Si cette disposition illustre la volonté du Ghana de profiter des conditions favorables du marché pour maximiser ses revenus miniers, notons qu'elle n'est pas forcément le seul levier sur lequel l'État pourrait s'appuyer pour atteindre cet objectif. Une autre option consisterait par exemple à procéder à un ajustement des redevances

minières, de sorte qu'elles varient en fonction de l'évolution du prix de l'or. Cette mesure était auparavant en vigueur au Ghana avec l'ancien code minier de 2006, qui prévoyait un taux de redevance ad valorem allant de 3 à 6 % en fonction du prix de l'or. Le code minier actuel prévoit néanmoins des redevances s'élevant à 5 % du revenu total tiré des opérations minières. Cette option est cependant déjà adoptée dans plusieurs autres pays africains producteurs d'or, en l'occurrence le Burkina Faso, où la réforme minière de 2023 a introduit une redevance de 7% lorsque le prix de l'or est supérieur à 2000 \$ l'once, contre 6% pour un prix compris entre 1500 à 1700 \$. C'est aussi le cas en Côte d'Ivoire où la redevance passe à 6% si le prix de l'once est supérieur à 2000 \$, contre 5% avec un prix de l'or entre 1600 et 2000 \$ l'once.

APRÈS UNE SEMAINE DE TURBULENCES

Wall Street rebondit

La Bourse de New York a repris des couleurs vendredi grâce à des achats à bon compte au terme d'une semaine marquée par un net recul des indices sur fond d'interrogations quant aux conséquences de la politique commerciale de Donald Trump.

L'indice Dow Jones a gagné 674,62 points ou 1,65% à 41.488,19 points. Le S&P-500, plus large, a pris 117,42 points (+2,13%) à 5.638,94 et le Nasdaq Composite a progressé de 451,07 points ou 2,61% à 17.754,09. Les valeurs technologiques, parmi les plus touchées ces derniers jours, ont affiché l'une des plus fortes hausses sectorielles. Les "Magnificent 7", qui regroupe les sept géants du secteur, ont toutes progressé, même si six d'entre elles restent en baisse

depuis le début de l'année. "Ces valeurs de croissance ont subi de fortes baisses et leurs valorisations étaient élevées. Mais ce sont de bonnes entreprises et elles mènent la révolution de l'IA (intelligence artificielle)", a commenté Brian Klimke, stratéliste chez Cetera Investment Management. "Parfois, une petite baisse est bonne à prendre pour des opportunités d'achat." Sur la semaine écoulée cependant, le Dow Jones a perdu 3,07%, le S&P 2,28% et le

Nasdaq 2,43% selon des données provisoires. Le S&P 500, entré en zone de correction jeudi avec une baisse de plus de 10% par rapport à son plus haut de clôture du 19 février, enregistre sa quatrième semaine consécutive de baisse, sa plus longue série de pertes en sept mois. Le Nasdaq, à forte composante technologique, avait déjà franchi les seuils de correction la semaine dernière. Quant au Dow, il accuse sa plus forte baisse hebdomadaire depuis mars 2023. L'incertitude entretenue par la politique commerciale erratique de Donald Trump a pesé sur les indices, de même que les inquiétudes concernant les dépenses de consommation, moteur traditionnel de la croissance aux Etats-Unis. Selon l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan, publiée pendant la séance, le moral des ménages s'est dégradé plus que prévu en mars et les prévisions d'inflation ont grimpé en flèche alors que les droits de douane annoncés par le président américain menacent de faire grimper les prix.

Plusieurs courtiers ont également abaissé leurs notes sur les actions américaines et de nombreuses entreprises ont émis des prévisions prudentes. "Le marché n'aime pas ces histoires de droits de douane, qui ajoutent de l'incertitude et l'empêchent d'anticiper et de prendre des décisions", note Jed Ellerbreek, gérant de portefeuille à Argent Capital. "Trump (...) sème le chaos, pendant que son entourage parle de detox, en déclarant qu'il y aura peut-être ou pas une récession. C'est mauvais pour l'économie et pour la Bourse." Le prix de l'or a dépassé vendredi pour la première fois la barre des 3.000 dollars l'once, les tensions commerciales ayant renforcé son attrait en tant que valeur refuge. A New York l'action Tesla, qui a chuté de près de 50% en trois mois, a gagné 3,4% sur des informations selon lesquelles la société d'Elon Musk envisage de fabriquer une version moins coûteuse de son Model Y à Shanghai afin de regagner des parts de marchés en Chine.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'once d'or frôle les 3000 dollars

L'or a atteint un nouveau record jeudi, à un souffle des 3.000 dollars, sur fond de tensions commerciales en lien avec les surtaxes américaines sur les importations de produits étrangers. Vers 16H30, l'once du métal jaune grimpait de 1,6% à 2.971,75 dollars, après avoir atteint un nouveau sommet historique à 2.974,71 dollars, dépassant son record de fin février. Selon les experts du marché, le prix de l'or augmente dans le contexte des "discussions sur les droits de douane aux Etats Unis ce qui réduit l'appétit pour le risque" et poussent les

investisseurs "vers le métal précieux considéré comme une valeur refuge". L'Union européenne (UE), la Chine et le Canada ont par ailleurs annoncé des mesures de rétorsion pour répondre aux droits de douane de 25% sur l'acier et l'aluminium imposés par Donald Trump, entrés en vigueur mercredi. Le métal bénéficie aussi d'un contexte géopolitique incertain, notamment de la crise ukrainienne. Le dollar a gagné, quant à lui, 0,24% face à l'euro, à 1,0861 dollar, après avoir débuté jeudi la séance en plus légère hausse.

PLOMBÉS PAR LA GUERRE COMMERCIALE

Les marchés mondiaux souffrent

Les Bourses mondiales ont été chamboulées par les nouveaux développements dans la guerre commerciale menée par les Etats-Unis, Wall Street ayant été particulièrement touchée, tandis que l'or a atteint un nouveau record historique en tant que valeur refuge par excellence, frôlant les 3.000 dollars. Vers 20H55 GMT, l'once du métal jaune grimpait de 1,88% à 2.988,54 dollars, dépassant son précédent sommet historique de 2.956,19 dollars atteint fin février. En parallèle, le dollar se maintient en petite hausse par rapport à l'euro, prenant 0,32% à 1,0855 dollar pour un euro. La Bourse de New York a terminé en forte baisse jeudi, plombée par les nouveaux développements dans la guerre commerciale menée par les Etats-Unis, et inquiète des

conséquences de ces mesures sur la croissance américaine. Le Dow Jones a cédé 1,30% et l'indice Nasdaq a reculé de 1,96%. L'indice élargi S&P 500 a lâché 1,39% à 5.521,52 points et est entré en zone de correction, c'est-à-dire qu'il a perdu 10% depuis son plus haut de l'année atteint le 19 février. Les cours de l'or noir ont reculé jeudi, lestés par la publication d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoyant une offre mondiale excédentaire en 2025 même en cas de pause de la hausse de production de l'Opep+ après avril. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a perdu 1,51% à 69,88 dollars et le baril de West Texas Intermediate a reculé de 1,67% à 66,55 dollars.

ASIE

Hausse prudente des Bourses

Les Bourses en Asie s'efforçaient de rester dans le vert vendredi, dans des échanges volatils et sous pression après une forte baisse à Wall Street et alors que plane toujours le spectre d'une guerre commerciale minant l'économie mondiale, amenant l'or à un nouveau sommet. A la Bourse de Tokyo vers 02H30 GMT, l'indice Nikkei gagnait 0,35% à 36.919 points, après avoir ouvert en légère baisse. L'indice élargi Topix avançait de 0,40% à 2.709 points. La Bourse de Taipei progressait de

0,21%, Sydney de 0,34%. Séoul cédait en revanche 0,20%. Les places chinoises se renforçaient aussi: l'indice hongkongais Hang Seng gagnait 1,40%, l'indice composite de Shanghai 1,05% et celui de Shenzhen 0,92%. L'or, valeur refuge par excellence, s'est hissé vendredi à un nouveau record historique à 2.990,21 dollars l'once. Il a ensuite modéré légèrement ses gains. Vers 02H30 GMT, la monnaie japonaise reculait de 0,30% à 148,25 yens pour un dollar.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 13 Mars 2025 Valeur : 17 Mars 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		
			133.3273	133.3423
1	EUR	EURO		
			144.7934	144.8364
1	GBP	POUND STERLING		
			172.5696	172.7008
100	JPY	JAPANESE YEN		
			90.1225	90.1388
1	CNY	CHINESE YUAN		
			18.4077	18.4119
1	CHF	SWISS FRANC		
			151.0962	151.2160
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		
			92.6077	92.6374
1	DKK	DANISH KRONE		
			19.4106	19.4147
1	SEK	SWEDISH KRONA		
			13.1815	13.1863
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		
			12.4930	12.4983
1	AED	UAE DIRHAM		
			36.2993	36.3083
1	SAR	SAUDI RIYAL		
			35.5473	35.5532
1	KWD	KUWAITI DINAR		
			432.5999	432.9295
1	TND	TUNISIAN DINAR		
			42.9444	43.3760
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
			13.7614	13.7629
1	LYD	LIBYAN DINAR		
			27.6315	27.7727
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
			3.3391	3.3495
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		
			177.6520	177.6520

COTON

La hausse des importations indiennes pourrait soutenir les prix mondiaux

Pénalisés par une offre pléthorique l'année dernière, les cours du coton ont enregistré une chute de 14 % en 2024. Pour cette année, les perspectives restent mitigées pour les prix qui dépendent aussi de la situation géopolitique mondiale. En 2024/2025, les achats de coton par l'Inde pourraient doubler par rapport à l'année dernière, a indiqué la Coton Association of India (CAI) dans un communiqué publié le 11 mars.

Selon l'organisme commercial, les importations du pays le plus peuplé du monde sont attendues à 3 millions de balles d'ici le 30 septembre prochain contre 1,52 million de balles durant la campagne précédente. Deuxième producteur mondial de coton, l'offre locale devrait dans le même temps baisser de 10 % avec les conditions météorologiques défavorables et la réduction des superficies emblavées. Une bonne nouvelle pour les cours

mondiaux. Selon les observateurs, la vigueur des importations de l'Inde, second utilisateur de coton dans le monde derrière la Chine pourrait souffler un vent d'optimisme sur un marché baissier. Alors que la matière première avait clôturé l'année 2024 sur un recul de 14 %, le contrat de coton pour livraison en mai sur l'ICE a atteint, le 5 mars dernier, 63,2 cents la livre (0,453 kg), soit son plus bas depuis

4 ans dans la foulée de l'imposition par la Chine de droits de douane sur la fibre végétale américaine. En réponse à l'annonce par Donald Trump d'un décret portant à 20 %, les droits de douane supplémentaires sur l'ensemble des produits chinois entrant aux USA, Pékin a en effet indiqué que le coton américain entrant en Chine serait frappé d'un droit de douane supplémentaire de 15 % comme le maïs, le poulet et le blé.

Si les cours se sont repris le 12 mars, avec un rebond à 66,98 cents par livre, les gains restent fragiles sur le marché avec plusieurs facteurs qui seront à surveiller dans les prochains mois. Selon les dernières estimations du Département américain de l'agriculture (USDA), la production mondiale devrait se situer à 120,9 millions de balles en 2024/2025, un niveau record porté par la Chine.

MAGNAT DE L'IMMOBILIER

Warren Buffett estime que les tarifs douaniers de Trump sont un acte de guerre

Tensions internationales accrues, pression inflationniste, conséquences néfastes sur l'activité américaine... Warren Buffett juge durement la stratégie de guerre commerciale de Donald Trump. La Chine a d'ailleurs déjà répliqué.

Donald Trump a mis ses menaces à exécution. Depuis ce mardi, les tarifs douaniers des produits importés du Canada, du Mexique et de Chine ont fortement augmenté. Alors que le président américain assurait durant sa campagne que "les tarifs douaniers étaient le plus beau mot du dictionnaire", cette politique ne fait pas du tout rire Warren Buffett. Le milliardaire américain, 7e fortune mondiale (161 milliards de dollars), a critiqué cette nouvelle donne internationale ce dimanche dans une interview à la chaîne CBS. "Les tarifs douaniers sont en fait – nous en avons beaucoup fait l'expérience – un acte de guerre, dans une certaine mesure", a-t-il déclaré. Donald Trump a imposé des droits de douane de 25% sur les produits en provenance du Canada et du Mexique qui sont les principaux partenaires commerciaux des États-

Unis. Mais c'est surtout vers le rival chinois que les regards sont tournés. Le président américain a également relevé de 10% à 20% les droits de douane appliqués à la Chine. Pékin a immédiatement riposté en réhaussant à son tour les tarifs douaniers des importations agricoles américaines. Le ton employé par les autorités chinoises se faisant très menaçant. Si Washington persiste à mener une "guerre des droits de douane, une guerre commerciale ou toute autre forme de conflit, la Chine sera prête à l'accompagner jusqu'au bout", a affirmé ce mardi le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères lors d'une conférence de presse. Warren Buffett ne s'est pas étendu sur son commentaire mais les tarifs douaniers ont longtemps été associés à une politique commerciale protectionniste qui a influencé la politique étrangère isolationniste.

L'échec de cette stratégie dans les années 30

Durant la grande dépression des années 1930, les États-Unis avaient ainsi promulgué le Smoot-Hawley Tariff Act qui augmentait les droits de douane jusqu'à 80% pour protéger l'industrie et les emplois américains. Une décision qualifiée alors déjà "de déclaration de guerre" notamment par les médias français en 1930 et qui avait accentué la paralysie financière mondiale. La chute des importations américaines n'avaient eu aucun effet positif sur l'emploi aux États-Unis et la loi fut d'ailleurs abrogée en 1934 par le président Roosevelt. Au-delà des conséquences internationales, Warren Buffett a estimé que la hausse des taxes douanières aurait de plus des conséquences néfastes sur le pouvoir d'achat des Américains.

DROITS DE DOUANES AMÉRICAINS

Le Canada porte plainte devant l'OMC

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a annoncé que le Canada avait porté plainte contre les États-Unis pour les droits de douanes imposés sur l'acier et l'aluminium. Le Canada a déposé une plainte devant l'OMC contre les droits de douane imposés par le président américain Donald Trump sur l'acier et l'aluminium, a annoncé ce jeudi 13 mars l'organisation ba-

sée à Genève. "Le Canada estime que ces mesures (...) vont à l'encontre des obligations des États-Unis" en matière de commerce international, a indiqué l'OMC dans un communiqué. "Le Canada engage une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC concernant les droits imposés par les États-Unis sur l'acier et l'alumi-

nium", a précisé l'organisation internationale. Ces droits de douane sont entrés en vigueur mercredi. Le Canada dans le viseur de Trump Le Canada est le premier fournisseur des États-Unis pour l'acier et l'aluminium. Il est particulièrement dans le viseur de Donald Trump qui avait envisagé mardi de doubler ces droits de douane contre Ottawa,

avant de se raviser. Ottawa avait déjà déposé plainte devant l'OMC la semaine dernière contre les droits de douane de 25% instaurés par l'administration américaine sur l'essentiel de ses produits importés aux États-Unis. Donald Trump avait finalement suspendu temporairement la plupart de ces droits de douane imposés au Canada comme au Mexique jusqu'à début avril.

Différentes étapes sont prévues pour régler un différend à l'OMC. En cas de plainte, des consultations sont engagées entre les parties. Si aucun accord n'est trouvé, le plaignant peut demander l'établissement d'un groupe spécial, formé de trois, éventuellement cinq, experts. Les pays peuvent ensuite faire appel de leur décision.

FACE AUX TAXES DOUANIÈRES AMÉRICAINES

Le Mexique et le Brésil ne lancent pas de représailles

Le Mexique et le Brésil ont respectivement annoncé ne pas lancer de représailles immédiates aux taxes douanières américaines sur l'acier et l'aluminium. Le Mexique et le Brésil temporisent. La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a annoncé attendre le 2 avril, date d'entrée en vigueur de taxes douanières américaines voulues par Donald Trump sur l'ensemble des produits mexicains, pour envisager des mesures réciproques. Des taxes de 25% sur l'acier et l'aluminium entrant aux États-Unis sont d'ors et déjà entrées en vigueur ce mercredi pour tous les compris, y compris le Brésil, second exportateur d'acier vers les États-Unis.

Néanmoins le Brésil ne ripostera pas non plus dans l'immédiat, a déclaré le ministre brésilien des Finances Fernando Haddad, ajoutant que le gouvernement rechercherait plutôt des négociations avec Washington. "Le président Lula nous a dit de rester calmes et souligné que dans le passé nous avons négocié dans des conditions encore plus défavorables que celles actuelles", a-t-il déclaré. La décision mexicaine reportée au 2 avril La présidente mexicaine a renvoyé sa décision à début avril "Nous allons attendre le 2 avril pour voir si nous devons également prendre des mesures dans le même cadre de réciprocité que le gouvernement américain", a déclaré

Claudia Sheinbaum lors de sa traditionnelle conférence de presse. Le président américain a reporté au 2 avril sa menace d'imposer à 25% l'ensemble des importations mexicaines, après un entretien téléphonique avec Claudia Sheinbaum. "Nous espérons qu'il n'y aura pas de tarifs douaniers réciproques, étant donné que nous avons un accord commercial, et qu'il n'y a pas de tarifs douaniers mexicains envers les États-Unis", a ajouté la présidente mexicaine. Les droits de douane de 25% sur l'acier et l'aluminium voulus par Donald Trump sont devenus effectifs mercredi à minuit, marquant une nouvelle étape dans la guerre com-

merciale entre les États-Unis et ses principaux partenaires commerciaux, dont le Mexique. Donald Trump accuse plus particulièrement le Mexique et le Canada, ses deux partenaires au sein du traité de libre-échange d'Amérique du Nord, de ne pas lutter assez efficacement contre le trafic de fentanyl et l'immigration clandestine. Claudia Sheinbaum s'est déclaré "optimiste" quant à l'abandon définitive des menaces de Donald Trump, dimanche, lors d'un rassemblement populaire à Mexico, avant la mise à exécution des menaces douanières du président américain sur l'acier et l'aluminium.

AVEC UNE PERSPECTIVE POSITIVE

Moody's sort la Grèce de la catégorie spéculative

L'agence de notation Moody's a remonté vendredi la note de la Grèce de Ba1 à Baa3, avec une perspective stable, la sortant ainsi de la catégorie spéculative, au vu de l'amélioration des finances publiques du pays. Cette décision tourne définitivement la page de la crise de la dette pour le pays alors que les deux autres grandes agences de notation, S&P et Fitch, avaient déjà sorti l'an dernier la Grèce de la catégorie spéculative, pour la première fois depuis 2010 et la crise financière. «Ce relèvement reflète notre opinion selon laquelle le profil de crédit souverain de la Grèce peut désormais mieux résister à d'éventuels chocs futurs», a noté Moody's dans un communiqué. L'agence souligne que les finances publiques «se sont améliorées plus rapidement que nous l'avions prévu». Elle salue les mesures prises par le gouvernement et la stabilité politique du pays, qui devraient lui permettre de «continuer à dégager des excédents primaires substantiels» et donc de «réduire progressivement le fardeau de sa dette». Moody's note en outre que «la santé du secteur bancaire continue de s'améliorer». Mais la perspective est stable et non positive car les réformes institutionnelles vont mettre du temps à porter leurs fruits, d'après l'agence. La Grèce a connu une croissance élevée ces dernières années (5,6% en 2022, 2% en 2023 et 2,3% en 2024) et s'attend à une croissance de son PIB de 2,5% cette année, selon les projections de la Banque de Grèce. Elle a aussi vu son ratio de dette publique diminuer de façon graduelle. Mais de nombreux Grecs souffrent toujours de la flambée des prix des produits alimentaires alors que les salaires continuent d'être bas. La faiblesse du pouvoir d'achat est l'une des causes de mécontentement des Grecs bien que l'inflation, après un pic en 2022 en raison de la forte hausse des prix de l'énergie, ait reflué à 3% en 2024. Durant la décennie de crise financière (2008-2018) -- dite crise de «la dette» en raison de l'explosion du déficit public et de la dette publique --, les taux d'emprunt de la Grèce ont monté en flèche conduisant à une série de dégradations de la note du pays par les agences de notation et privant le pays de l'accès au marché obligataire.

PEUT-ELLE CHANGER LA DONNE ?

Voici la nouvelle Mercedes CLA

Ils attendent avec impatience de recevoir la nouvelle CLA à Stuttgart. Le « coupé quatre portes » inaugure ainsi une nouvelle génération de Mercedes... électriques, mais pas seulement.

La nouvelle Mercedes CLA repose sur la toute nouvelle plateforme modulaire MMA de la marque, une base technique développée à l'origine pour les véhicules électriques. Les ventes de VE en Europe n'ayant pas connu le succès escompté, cette architecture a été adaptée aux moteurs à combustion. Les variantes à hybridation douce ne seront toutefois ajoutés à la gamme que plus tard. Une fois de plus, les clients auront le choix entre deux styles de carrosserie - comme auparavant, le coupé quatre portes et un break lifestyle - bien que ce Shooting Brake ne sera ajouté à l'offre de la Mercedes CLA qu'à un stade ultérieur.

Plus longue et spacieuse

Avec une longueur de 4,72 m, la CLA s'est encore allongée de 4 cm. Mais surtout, l'empattement - étiré de 6 cm - suit également cette tendance. Une croissance qui permettrait surtout aux passagers avant de bénéficier de plus d'espace pour les jambes (+ 1,1 cm). Curieusement, à l'arrière, il faut se contenter de 7 mm de moins.

Une différence qui devrait toutefois être compensée par la garde au toit supplémentaire. Grâce au toit panoramique de série qui s'étend du montant avant jusqu'à l'arrière, vous bénéficierez de respectivement de 1,6 et 2,8 cm d'espace en plus pour loger votre crâne. Ce qui devrait enfin permettre aux personnes les plus grandes de s'installer confortablement.

Au passage, le volume du coffre diminue de 55 l, bien que ce déficit dans les CLA électriques soit compensé par le frunk de 101 l. Et oui, ce « coffre avant » constitue également une première pour le coupé quatre portes et, par extension, pour Mercedes. Si le volume des bagages devait poser problème, une CLA Shooting Brake suivra, mais les Allemands ne souhaitent pas non plus dévoiler trop d'informations à ce sujet pour l'instant.

MB.OS

La nouvelle CLA s'accompagne de l'introduction du système d'exploitation Mercedes-Benz - ou MB.OS en abrégé -. Il s'agit désormais d'une architecture « chip-to-cloud » (du processeur au cloud) qui contrôle le multimédia, les assistants de sécurité, les éléments de confort et les systèmes d'aide à la conduite et à la recharge. Ce dispositif permet aussi soudainement une communication plus fluide et plus efficace entre ces différents systèmes. Y compris des mises à niveau qui étaient impossibles jusqu'à récemment. Pensez, par exemple, aux mises à jour « over-the-air » des assistants de conduite susmentionnés : si, par exemple, le régulateur de vitesse adaptatif apprend de nouvelles astuces, elles seront assimilées immédiatement, et ne devront plus at-



tendre le traditionnel facelift de mi-carrière, comme c'est le cas actuellement. Le MB.OS permet également des intégrations plus poussées de services tiers. Google, par exemple, fournit ses cartes pour la navigation, bien qu'elles soient présentées sous la forme d'une interface Mercedes. Autre première : Google (Gemini) et Microsoft (ChatGPT) sont tous deux utilisés pour l'intelligence artificielle. Cette intégration devrait surtout permettre de poser vos questions à l'assistant vocal de manière encore plus naturelle.

Propulsion ou transmission intégrales grâce à deux moteurs synchrones

La nouvelle Mercedes CLA utilise une nouvelle génération de moteurs électriques développés en interne, plus compacts et plus efficaces. La CLA 250+ est équipée d'un moteur synchrone à aimant permanent de 272 ch et 335 Nm sur l'essieu arrière, tandis que la CLA 350 44MATIC associe ce même moteur à un moteur synchrone à excitation externe de 109 ch sur l'essieu avant. Si ces moteurs travaillent ensemble, on peut s'attendre à une puissance de 354

ch pour un couple maximal de 515 Nm. Une puissance dont vous ne disposerez que sporadiquement, soit dit en passant. En effet, l'unité de déconnexion de la direction n'active le moteur avant qu'en cas de besoin. Considérez donc ce moteur supplémentaire comme une sorte de boost, qui permet à la Mercedes CLA de passer de 0 à 100 km/h en 4,9 s.

Recharge super rapide et architecture en 800 V

La Mercedes CLA électrique promet des temps de charge rapides comme l'éclair. Son système 800 V permet une recharge rapide à 320 kW, 10 minutes suffiraient pour augmenter l'autonomie de 300 km. Quelle que soit la version de puissance choisie.

La consommation moyenne d'environ 12 kWh.100 km (pour la 250+) est également prometteuse. Grâce à son aérodynamisme favorable (Cx de 0,21) et à la boîte de vitesses à deux rapports, qui veille à ce que la consommation d'énergie soit optimisée à des vitesses plus élevées.

Batterie de 85 kWh et 750 km d'autonomie

La Mercedes CLA électrique sera disponible avec deux packs de batteries. Pour l'instant, vous ne pouvez opter que pour les cellules NMC qui fournissent 85 kWh de puissance nette. Dans le cas de figure le plus favorable - donc encore une fois la 250+ - cela devrait vous permettre de parcourir 792 km avec une charge.

2025 Mercedes CLA

Plus tard, une autre batterie de 58 kWh sera ajoutée. Cette dernière sera de type LFP. Sa densité énergétique est donc inférieure à celle du plus grand pack, mais elle est compensée par une plus grande sécurité, un degré de dégénérescence plus faible et la possibilité d'être rechargée à 100 % à chaque fois.

Quid de la Mercedes CLA hybride ?

Évidemment, les Allemands ne s'épanchent guère sur le sujet - Mercedes doit bien garder une carotte à "vendre" au moment de lancer la version mild-hybrid - mais avec un système en 48 V, un moteur électrique de 27 ch intégré à la boîte automatique robotisée à double embrayage à huit rapports et une batterie de 1,3 kWh, l'assistance électrique devrait sérieusement réduire la consommation du nouveau quatre cylindres de 1,5 litre. Selon Mercedes, la conduite électrique pure est possible jusqu'à 30 km/h tandis que l'on peut "cruiser" jusqu'à 100 km/h. Avec la Mercedes CLA, le constructeur allemand veut établir de nouvelles normes. Et s'il parvient à tenir ses promesses, il pourrait bien changer la donne.

EN RACHETANT ADHAWK

Google veut relancer ses lunettes connectées

Après de nombreuses améliorations de ses Google Glasses, l'entreprise s'apprête à donner un énième souffle à ce projet en voulant mettre la main sur AdHawk Microsystems. Cette start-up canadienne est spécialisée dans le suivi oculaire via des capteurs.

Lancé en 2011, le projet des Google Glass a connu des hauts et des bas. Face à un manque d'applications, un prix élevé et des préoccupations liées à la vie privée, Google a suspendu leur production en 2014. Deux ans plus tard, la firme rebondit avec une déclinaison entreprise adoptée par des entreprises comme DHL, General Electric et Volkswagen. En 2020, une Enterprise Edition 2 apporte des améliorations et propose du code en open source. Poursuivant ses innovations, Google dévoile en 2022 les Smart Glasses, intégrant la traduction et la transcription en temps réel. Aujourd'hui, l'entreprise semble prête à aller encore plus loin. Selon Bloomberg, elle serait sur le point d'acquérir la start-up canadienne AdHawk Microsystems pour 115 millions de dollars, un pas de plus vers l'amélioration de ses technologies de réalité augmentée et virtuelle.

Des modules pour le suivi oculaire

Fondée en 2017 à Waterloo, en Ontario, AdHawk Microsystems a développé un système de suivi oculaire sans caméra, basé sur un module MEMS (Micro-Electro-Mechanical Systems). Contrairement aux systèmes traditionnels, cette innovation propose un suivi précis et rapide des mouvements des yeux tout en consommant moins d'énergie. La société conçoit et produit tous les composants de son système, des puces au logiciel, offrant ainsi une solution intégrée. La technologie de suivi oculaire d'AdHawk s'avère particulièrement précieuse pour les casques de réalité augmentée (AR) et de réalité virtuelle (VR). L'analyste Anshel Sag, de Moor Insights & Strategy interrogé par IDG, souligne



qu'AdHawk représente une alternative aux solutions traditionnelles basées sur des caméras, offrant ainsi des possibilités pour le suivi oculaire. Cependant, il met en garde envers des questions en matière de protection des données personnelles. Selon Anshel Sag, la plupart des entreprises ont jusqu'ici bien géré

cet enjeu. « La plupart des données brutes de suivi oculaire restent sur la puce, et aucune donnée biométrique ne quitte l'appareil », ajoute t-il.

Une acquisition stratégique pour Google

L'acquisition potentielle d'AdHawk par

Google ne se limite pas aux avancées en réalité augmentée et virtuelle ; elle représente également un levier stratégique pour la publicité numérique. Comme l'explique Julie Geller, directrice principale de la recherche chez Info-Tech Research Group, « le suivi oculaire pourrait bien être la mesure d'attention ultime, et l'attention est la monnaie de la publicité numérique », déclare t-elle. Grâce à cette capacité, Google pourrait analyser précisément où et combien de temps un utilisateur regarde une publicité, révolutionnant ainsi son modèle économique.

Par ailleurs, si AdHawk reste moins influente que certains de ses concurrents, son rachat donnerait à la firme de Mountain View l'occasion de rattraper son retard en matière de suivi du mouvement des yeux.

L'entreprise semble considérer cette acquisition comme un élément clé de sa stratégie en réalité augmentée et publicité, plutôt qu'une simple expérimentation.

Avec un prix d'acquisition fixé à 115 M\$, dont 15 M\$ conditionnés aux performances futures, Google affiche une grande confiance dans cette technologie. Selon Julie Geller, la structure de l'accord démontre que la firme de Mountain View voit en AdHawk un levier stratégique essentiel à son développement.

Enfin, les perspectives semblent prometteuses selon Anshel Sag. « L'IA jouera un rôle clé dans la création d'expériences de réalité augmentée plus attrayantes et rentables, ce qui pourrait faire de la RA un marché plus vaste et plus influent que la réalité virtuelle et mixte. » déclare t-il.

■ Brèves Brèves

HPC à 5 pétaflops de l'ESA en Italie

L'agence spatiale européenne a conclu un partenariat avec HPE pour déployer un supercalculateur à l'institut européen de recherche spatiale (ESRIN) à Frascati, en Italie. Baptisé Space HPC, le système inauguré ce 12 mars a été conçu pour répondre aux besoins informatiques croissants de l'industrie spatiale européenne. Il sera capable de traiter de grands ensembles de données, d'exécuter des simulations complexes et d'accélérer les applications d'intelligence artificielle. Composé de 108 accélérateurs Nvidia H100 et de 34 000 cœurs processeurs AMD et Intel, ce système revendique une performance de calcul de 5 pétaflops et utilise du refroidissement liquide direct pour afficher un PUE inférieur à 1,09,

selon l'agence. Le supercalculateur dispose également de 3,6 pétaoctets de stockage SSD et dispose de liens d'interconnexion InfiniBand de Nvidia d'une bande passante de 500 Gbps.

Le développeur de Lockbit en détention aux US

Arrêté en août dernier en Israël, le développeur principal présumé de Lockbit Rostislav Panev a été extradé aux Etats-Unis. "En août, Rostislav Panev, 51 ans, a été arrêté en Israël à la suite d'une demande d'arrestation provisoire des Etats-Unis. Aujourd'hui, Panev a été extradé et a comparu pour la première fois devant le juge américain André M. Espinosa, qui l'a placé en détention dans l'attente de son procès", a expliqué le bureau du procureur du district du New Jersey. Selon les éléments de l'enquête,

Rostislav Panev (qui a la double nationalité israélienne et russe) a agi en tant que développeur du groupe de ransomwares LockBit depuis sa création en 2019 jusqu'à février 2024 au moins. Le groupe LockBit a attaqué plus de 2 500 victimes dans au moins 120 pays à travers le monde, dont 1 800 aux Etats-Unis et plus de 200 en France (La Poste, Thales, le CH Simone Veil de Cannes...) Les victimes vont des particuliers et des petites entreprises aux multinationales, en passant par les hôpitaux, les écoles, les organisations à but non lucratif, les infrastructures critiques, les gouvernements... Malgré un coup de massue en février 2024, ce cybergang est resté très actif et a soutiré au moins 500 M\$ de rançons à ses victimes. En revanche, la tête pensante de Lockbit, le russe Dmitry Yuryevich Khoroshev, court toujours.

Cohere lance un LLM économe en GPU

La start-up a dévoilé le modèle Command A qui entend concurrencer GPT-4o d'OpenAI et DeepSeek-V3. Pour se distinguer, le modèle peut se déployer en privé sur deux GPU, A100 ou H100 de Nvidia, alors que les modèles concurrents peuvent en utiliser jusqu'à 32. Selon la société, ce positionnement est intéressant pour certains secteurs comme la santé ou la finance qui doivent placer les modèles IA au sein des pare-feux. Elle met également en avant la performance de Command A capable de délivrer des jetons à une vitesse allant jusqu'à 156 jetons/seconde, soit 1,75 fois plus vite que GPT-4o et 2,4 fois plus vite que DeepSeek-V3.

Mots fléchés

Pièce de viande	↓	Maréchal de Yougoslavie	↓	Passereau	↓	Fauteuil bas	↓	Au moyen de	↓	Préparation écrasée	↓	Fleuve qui arrose Gérone en Catalogne	↓
Gardien de la paix	→	Un livre poignant d'une jeune fille (5 mots)	→		→	Exclue	→	Amorphe	→		→	Grivois	→
	↓		↓		↓		↓	Lieux d'aisances	↓		↓		↓
Nouvel an vietnamien	→		→	Enveloppe des fruits à coque	→		→		→	Train francilien	→		→
Petit objet servant à la parure	→		→	Il a peint le moulin de la galette	→		→		→	Cassé	→		→
	↓		↓		↓	Indiens	→		→		→		↓
						Paresseux							Subalterne
Putréfaction	→	Acclamation	→	Pesât un emballage	→		→		→	Napperons individuels	→		↓
	↓		↓	Poisson plat	↓		↓		↓	Dieu celtique	↓		
	→		→		→		→		→	Une loi imposée par la Mafia	→	Trou normand	→
	↓		↓		↓		↓		↓	Néon	↓		
Conforme à la réalité	→		→		→	Il avait revendiqué	→		→		→	Bride	→
Une orchidée	→		→		→	1093 brevets	→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓	Zigoto	→		→		
								Ruban étroit	→		→		
Ancienne mesure chinoise	→		→		→		→		→		→	Erbium	→
Condiment	→		→		→	Fraternel	→	Désavantagé	→		→	Pour mesurer la résistance électrique	→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		
				Verdure dans le désert	→		→		→	Potelé	→		
				Nation de Royaume-Uni	→		→		→		→		
Poème lyrique	→		→		→		→		→		→		
Inopérantes	→		→		→	Bastide	→		→	Mémoriaux	→		
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		
										Américium	→		Pièces de literie
													↓
Vérifiée	→	Drame au Japon	→		→	On peut l'avoir	→		→		→	A moi	→
	↓	Annexe de la Comédie Française	↓		↓	Il a peint une région italienne	↓		↓		↓	Maladies d'amour	↓
	→		→		→		→		→		→		
	↓		↓		↓		↓		↓	Religieuse	↓		
Affligé	→		→		→		→		→		→		
Hymne spirituel turc	→		→		→		→	Énumération	→		→		Différents
	↓		↓		↓		↓	Mélancolique	↓		↓		↓
						Petite sainte	→		→	Sélectionna	→		
										Agglomération	→		
Métal précieux	→		→		→		→		→		→		
Archives télévisuelles	→		→	Chrome	→		→	Remplace le RMI	→		→	Député	→
	↓		↓		↓		↓	Ancien loup	↓		↓	Petit transport en commun	↓
				Roi de Juda	→		→		→	Meitnerium	→		Petit officier
						Animal de la mythologie chinoise	→		→		→	Changement à l'adolescence	→
						Un centre à la poste	↓		↓		↓		↓
Parties d'une charrue	→	Préfecture de la Loire-Atlantique	→		→		→		→		→		
	↓	Lac des Pyrénées	↓		↓		↓		↓		↓		
	→		→		→		→		→		→		
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		
						Excitation sexuelle	→		→		→		
Mammifère ongulé	→		→		→		→	Pour relier	→		→	Cantine huppée	→

Saisie de 104 kilos de kif traité à Naâma

Une quantité de 104 kg de kif traité a été saisie et sept (7) personnes ont été arrêtées à Naâma, lors de deux opérations distinctes, a indiqué, samedi, un communiqué de la Gendarmerie nationale. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les unités du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Naâma ont procédé lors de deux opérations distinctes à la saisie de 104 kg de kif traité et l'arrestation de (7) sept personnes", a précisé la même source. "La première opération a été effectuée suite à des informations parvenues aux éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale d'El Kesdir faisant état de l'existence d'un groupe criminel en possession d'une quantité de drogue qu'il tente d'écouler et d'acheminer vers les wilayas du nord", est-il souligné.

EDUCATION NATIONALE

Ouverture de 5 lycées régionaux spécialisés en mathématiques

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a annoncé, samedi à Alger, l'ouverture de cinq (5) lycées régionaux spécialisés en mathématiques. S'exprimant lors d'une cérémonie organisée au Pôle scientifique et technologique "chahid Abdelhafid Ihaddaden" à Sidi Abdallah (Alger ouest), à l'occasion de la journée internationale des mathématiques, M. Sadaoui a affirmé que son département "a décidé l'ouverture de cinq (5) lycées régionaux spécialisés en mathématiques pour accueillir les élèves ayant obtenu les meilleures moyennes en mathématiques au cycle d'enseignement moyen". Cette mesure "s'inscrit dans le cadre de la stratégie en cours d'élaboration par le ministère de l'Education nationale, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, compte tenu de l'intérêt croissant pour les mathématiques, notamment appliquées, constituant le pilier fondamental des technologies de pointe, de l'intelligence artificielle (IA), de la physique spatiale et de la médecine moderne".

GENDARMERIE NATIONALE DE BIR MOURAD RAÏS (ALGER)

Saisie de 41 milliards de centimes et d'autres sommes en monnaies étrangères

Les éléments du Service de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Bir Mourad Raïs (Alger), ont saisi 41 milliards de centimes et d'autres sommes en monnaies étrangères, et arrêté un individu qui était en fuite, a indiqué, jeudi, un communiqué des mêmes services. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, et suite à des instructions judiciaires parvenues au Service de recherche et d'investigation à l'effet d'intensifier les recherches pour arrêter un individu recherché dans une affaire traitée par le même service, une équipe a été formée pour l'enquête ayant abouti à la localisation et à l'arrestation du mis en cause, en utilisant des moyens techniques de filature et d'investigation", a précisé la même source. "En coordination continue avec les juridictions, les domiciles de l'individu ont été perquisitionnés", ce qui a permis de "saisir 41 milliards de centimes, ainsi que d'autres sommes en monnaies étrangères : 90.050 euros, 1.150 dollars et 645 riyals saoudiens, retrouvés dans le coffre d'un véhicule aménagé pour la contrebande. Les mêmes services ont également "saisi 13 véhicules touristiques et utilitaires". La perquisition a également permis de "découvrir un atelier clandestin de fabrication de compléments alimentaires et d'aphrodisiaques, représentant un danger pour la santé publique". Ainsi, "le mis en cause a été déféré devant les juridictions pour délit de contrebande représentant un haut risque pour la santé publique et de blanchiment d'argent dans le cadre d'un groupe criminel", selon le communiqué.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 16 mars 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



22^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ACNOA

Mustapha Berraf réélu

Le président sortant de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), l'Algérien Mustapha Berraf, a été réélu par acclamation à la tête de l'instance sportive continentale pour le mandat olympique (2025-2028), lors de la 22^e session ordinaire de l'assemblée générale tenue samedi au Centre International des Conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger). Seul candidat à sa propre succession, Berraf a été plébiscité par les représentants des 54 pays membres de l'instance sportive continentale. En plus de l'élection du président Mustapha Berraf, les membres de l'Assemblée procéderont également à l'élection des membres du bureau exécutif. Dans une

lettre adressée aux associations membres de l'ACNOA, Berraf a souligné les réalisations notables et significatives qu'il a accomplies durant son premier mandat. Il a également insisté sur l'importance cruciale de l'unité et de la stabilité au sein de l'organisation, tout en veillant à respecter les lois des Etats africains ainsi que les principes du Comité international olympique (CIO). Parmi les points qu'il a abordés, il a mentionné les performances impressionnantes des athlètes africains lors des compétitions internationales, y compris les Jeux olympiques d'été qui se sont tenus à Paris en 2024. Membre du CIO depuis 2019 et président de la Fondation Olympafrica, Berraf (71 ans)

a été élu en 2018 président de l'ACNOA pour le reste du mandat 2017-2021 prenant la relève de Lassano Palenfo, avant d'être réélu pour un second mandat en mai 2021. Avant d'assumer cette responsabilité, il a dirigé le Comité olympique algérien pendant deux mandats distincts, d'abord de 2001 à 2009 puis de 2013 à 2020. De plus, Berraf a occupé le poste de vice-président de l'ACNOA entre 2002 et 2017. Les élections ont été précédées, vendredi, par les travaux de la 22^e session ordinaire de l'assemblée générale de l'ACNOA qui se sont déroulés en présence des représentants des 54 pays membres de l'instance sportive continentale et des représentants du CIO.

FRANCE

Net ralentissement de la réindustrialisation en 2024

La dynamique de réindustrialisation de la France s'est nettement ralentie en 2024, selon le baromètre industriel de l'Etat, dévoilé jeudi, et est même passée en terrain négatif pour la première fois depuis la création de cet indicateur, en 2022, en prenant en compte le seul solde net de nouvelles usines. Ce baromètre, élaboré par les services du ministère de l'Economie, a recensé l'an dernier 114 ouver-

tures de nouvelles usines en France, alors que 119 usines ont fermé, soit un solde net de -5 usines. Si l'on y ajoute les variations significatives de sites industriels existants (152 "extensions significatives" et 58 "réductions significatives") le solde total atteint +89 sites, soit moitié moins (-53%) qu'en 2023. Le ministère de l'Industrie explique ce ralentissement par "une conjoncture qui reste morose en France, mais aussi

au niveau européen, voire mondial" et l'instabilité géopolitique, laquelle "génère de l'incertitude" pour les acteurs économiques, susceptible de "ralentir les décisions d'investissement structurantes". Un coup de frein que confirme un autre baromètre, celui du cabinet Trendeo, pour qui le solde net de créations d'emplois dans l'industrie est resté positif, mais a reculé de plus de 60% en 2024, à 31.223 emplois

nets, contre 81.637 un an plus tôt. "Cela résulte d'un double mouvement de montée des suppressions d'emplois (+77%, soit 28.000 emplois supprimés en plus) et de baisse des créations (-18%, soit 22.000 créations en moins)", indique cette étude, publiée mardi. "D'autres indicateurs des services de l'Etat" prévoient pour 2025 "une poursuite de cette tendance" au ralentissement, indique le baromètre.

SELON UN RAPPORT DE LA CEA

La croissance du PIB africain devrait atteindre 3,8 % en 2025

La croissance du produit intérieur brut (PIB) africain devrait rebondir pour atteindre 3,8 % en 2025 et 4,1 % en 2026, selon un rapport de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). Le rapport a été publié mercredi à Addis-Abeba, la capitale de l'Ethiopie, au cours de la Conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique de la 57^e session de la CEA. Le rapport a été présenté par Zuzana Schwidrowski, directrice de la division Macroéconomie, Finances et Gouvernance de la CEA. Mme

Schwidrowski a déclaré que les économies africaines restaient résilientes, mais que la croissance était encore inférieure aux niveaux requis pour faire progresser le développement social sur le continent. La contribution du commerce à la croissance de l'Afrique est inférieure à ce qu'elle a été par le passé, et ce bien que le commerce intra-africain soit de plus en plus dynamique et diversifié dans certaines zones du continent. Le rapport a également noté que l'Afrique demeurerait la deuxième région connaissant la croissance la plus rapide au monde, notamment grâce à

une baisse des pressions inflationnistes. Si l'extrême pauvreté en Afrique a diminué, conformément aux tendances mondiales, elle reste néanmoins élevée dans presque toutes les sous-régions d'Afrique en 2024, à l'exception de l'Afrique du Nord. Le changement climatique continue par ailleurs à menacer les acquis de développement de l'Afrique. La hausse des températures devrait notamment faire chuter les rendements agricoles, entraînant une insécurité alimentaire persistante dans certaines parties du continent, a ajouté le rapport.

ORAN

Lancement d'une vaste campagne pour éliminer les fuites d'eau

Une vaste campagne pour éliminer les fuites dans les réseaux de distribution d'eau potable a été lancée, samedi à travers l'ensemble du territoire de la wilaya d'Oran, avec la participation des unités de l'Algérienne des Eaux provenant de 19 wilayas. Le wali d'Oran, Samir Chibani, accompagné de l'Inspecteur général du ministère de l'Hydraulique, Mohsen Ghribi Dia, et du Directeur général de l'Algérienne des Eaux, Mustapha Reguig, ont donné le

coup d'envoi de cette campagne, organisée par la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran "SEOR", avec la participation des unités de l'Algérienne des Eaux de 19 wilayas de l'Ouest et du Centre du pays. Le wali d'Oran a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de lancement de cette campagne, que la société "SEOR" a recensé 550 fuites à travers les différentes régions de la wilaya, qui seront réparées par les équipes techniques. Il a également

souligné que cette campagne a été organisée conformément aux recommandations du ministre des l'Hydraulique, Tahar Derbal, après la mise en service de la station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc. Le directeur de la société "SEOR", Oussama Heleili, a de son côté précisé qu'environ 30 équipes techniques de "SEOR" et de l'Algérienne des Eaux, composées de 100 agents, travailleront pendant une semaine sur la réparation des fuites.